

COMBAT BRETON

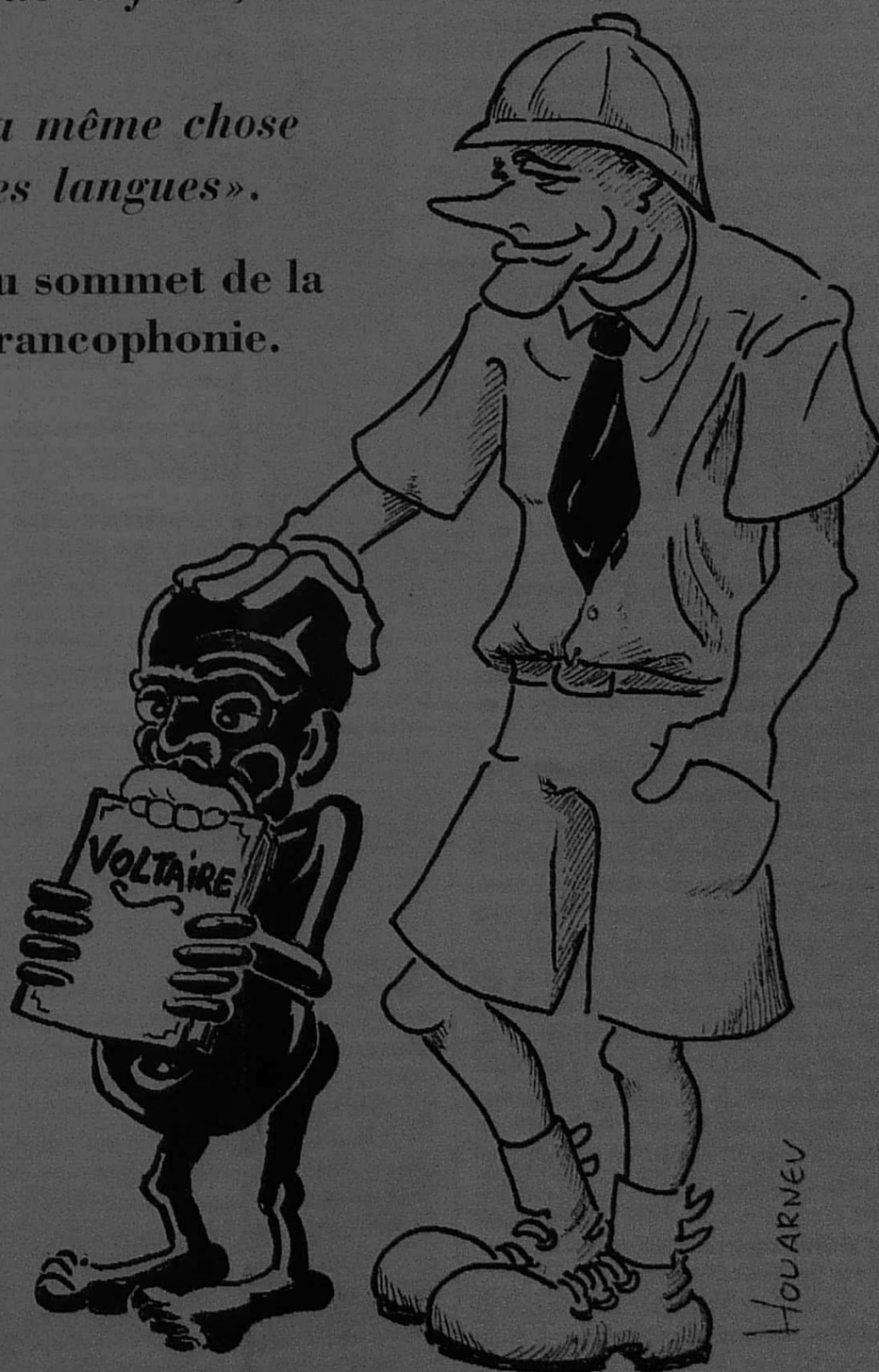
Kazetenn Emgann

*«Je souhaite que le français
se développe.*

*Je souhaite la même chose
pour toutes les langues».*

J. Chirac au sommet de la
francophonie.

*Pour le
breton
aussi ?*



Reconversion des arsenaux.

La tache historique de cette fin de siècle

Des milliers d'emplois vont être supprimés et des milliers d'autres ne seront pas remplacés.

Les grands chambardements politiques survenus en Europe de l'Est et l'heureuse fin des ambitions coloniales, ont fait disparaître et le péril rouge sur lequel fantasmaient les édiles françaises et les besoins d'une armée pléthorique et bien équipés pour sillonner les mers.

Même la bombe atomique, dernier argument d'un discours périlleux de «dissuasion» est abandonnée et la Polynésie laissée à sa pollution.

Si certains sites militaires, comme Ti Vougeret, semblent trouver d'autres utilisateurs (voir les propositions d'Emgann pour la 1ère université bretonnante et le centre de formation aux métiers de l'audiovisuel) comme le témoigne la visite de la façade de Brest sur le terrain, il n'en va pas de même pour la métallurgie lourde des arsenaux.

Il y a beaucoup de pays riches, moyens-riches ou «en développement» sur le marché de la construction navale.

St Nazaire a su prendre à temps le créneau des paquebots de luxe, mais se trouve aussi en sureffectif.

Brest fait ses premières armes sur les réparations des plates-formes pétrolières. Malgré la concurrence, c'est sans doute la piste la plus sérieuse.

De réparateur il faudra devenir concepteur et constructeur.

Le savoir-faire des ouvriers et techniciens est incontestable. Un porte-avions ou un sous-marin atomique enlèvent des techniques et technologies des plus pointues, en partie adaptables ailleurs.

Mais il n'en sera pas de même de nos ingénieurs militaires, concepteurs de bateaux de guerre, mais inexpérimentés en off-shore. Où trouver ces ingénieurs formés ? A moins d'être réduit au rang de sous-traiter mal payé sur Brest et Lorient, forcément uni en pool breton commun, il est temps d'y réfléchir. L'explosion off-shore du pétrole est en pleine expansion. D'immenses gisements sont pour l'instant inexploités.

A court terme, l'état français, doit aider massivement la Bretagne à fran-



Le port de commerce de Lorient.

chir ce pas décisif, car c'est bien lui qui nous a donné et développé cette «vocation» militaire.

Autre problème gravissime : que faire de nos promotions des lycées et autres écoles techniques s'il n'y a plus de bateaux à construire ?

Vers quel exode les former-t-on ? ou quelles «banlieues turbulentes» nous prépare-t-on ?

La Bretagne occidentale va vivre des moments difficiles.

Lucidité et solidarité seront nécessaires.

Une nouvelle conscience nationale bretonne peut aussi éclore de cette mutation avec le retrait progressif de l'état français de l'économie, de la formation et de l'emploi qualifié en Bretagne.

C'est aussi construire notre indépendance.

F.B.

Gouel Broadel ar Brezhoneg. E Langonned e vo.

Divizet eo bet d'ar 27 a viz here, da geñver emvod-bloaz G.B.B. e Landelo, sevel ar gouel ar bloaz a zeu e parrez Langonned. Darempredoù mat oa etre an aozerien an ti-kêr ha strolladoù Langonned, dreist-holl kevredigezh «Ster Breiz», anavezet mat er vro evit aozañ meur a abadenn vrudet evel fest-noz bras Kermañ (Karven) pe e'hoazh «Kan ar Bobi».

Setu krog ar skitailh en e labour ur wech ouzhpenn. An daouzekvet gouel vo !!! hag ar wech kenañ e departamant ar Morbihan, daoust m'emañ Langonned e Kerne-Uhel evel ma ouzer. Anvet eo bet Yann Puillandre da brezident nevez ha roet en deus e zilez eus ar strollad Emgann 'vit ober war dro aozadur ar gouel. Ar pezh n'eo ket ur bourenmadig e bro Morvan Lez Breizh.

Degemeret vo ar sonjoù mat dre skrid e «Kan an Douar», presbital kozh, 29530 Landelo.

Y.D.

A bep seurt

Andrew Lincoln, Prezidant nevez Diwan.

Nevez anvet eo bet Andrew Lincoln da brezident gant zilli Diwan e lec'h Andrew Lavanant. Ginidik eo eus Bro Saoz, oadet a 45 bloaz, dimezet gant Soazig Danielou, leir merc'h gant eo skoliou Diwan. Kelenner war ar saozneg eo e Skol Veur Brest. Fellout a ra d'ar prezidant nevez kas da benn ur stourm a bouez evit an amzer da zont : gouit ur statud a skol bublik breizhek evit ar skoliou Diwan (Diwan : 1 750 skoliad e 24 skol kentañ derez, tri skola) hag ul lise, 115 a implijidi).



Ar brezhoneg, glad stroll ar holl Vretoned.

Dazoni ar brezhoneg n'eo ket aler un dibat hinennel hepken. Un aler a bolikerzh yezh eo da gentañ penn. D'ar galoudoù foran, d'ar Slad (an him nemet gant ur galoud lezennel) ha da strollegezhou Breizh eo da lakaat e pleustr ur politikerezh evit aotren diomadur brezhoneg. Bouc'het eo bet an hent gant an emsav sevenadurel ha kevredigezhel en ur grouñ ar skoliou Diwan. Met desastuzeh ar brezhoneg pe e brezhoneg, a sell en he diazezh ouz an oberezh publik rak glad stroll ar Vretoned eo ar brezhoneg. Aparchantañ a ra ken da Vreizh ken d'an Denezeh. Perzhioù publik ar brezhoneg zo d'ouzh natur ur yezh end-eeun. Ne ch'all ket, anez mervel, bezañ boventet gant ar men gwir d'ober gant en brezhoneg hepken.

Diwan : Ur redi publik.

E broioù pennañ Europa e sell alenou ar yezhoù rannvro ouz ar politikerezh foran. Peurliesañ e vez dindan bel an aozadurioù rannvro, pa ne vez ket ar reizhiad kelenner en he lezh dindan bel ar rannvroù. Kroudigeh ha mont-en-dro ar skoliou Diwan ne dennont tamm ebet da bennameñ ar frankiz kelenn zo e Republik. Frañs evit ar re o deus peadra hepken, tinnañ a reont d'ar redi da lakaat e pleustr ur fram kelenner diget d'an holl e brezhoneg. Unan eus ampegadoù kentañ-h ar brezhoneg evel yezh vev eo. Abalamour da se eo ez eo Diwan ar skol bublik breizhek hag a tie bezañ ur redi evit ar Slad, ar strollegezhioù breizhat ha, peurgelket, ar Rannvro.

Procès du droit d'asile. Prison ferme pour Gérard Bernard.

Le 10 novembre, le tribunal de Guingamp a rendu son délibéré dans l'affaire du procès de 3 militants du Comité de Soutien de Lorient aux inculpés du droit d'asile. Gérard Bernard a été condamné à un mois de prison ferme, Kléber Duigou à un mois de prison avec sursis et 6 000 F d'amende et Patrok Uhel à 5 000 F d'amende, à l'issue d'un procès sans preuve et sans confrontation entre les parties concernées !

Les 3 militants ont aussitôt fait appel du jugement, l'affaire sera donc évoquée à Rennes dans les prochains mois. Nouvelle mobilisation en perspective.

A noter que le tribunal était fortement gardé par des forces de police en tenue anti-émeute et les entrées soigneusement contrôlées pour un simple délibéré, alors qu'aucune manifestation n'avait été organisée ! Sans doute faut-il y voir le signe d'une «justice» qui doute de l'issue d'un procès truqué.

109 panneaux barbouillés à Brest. Deux militants condamnés.

Ronan Barbosa et Guillaume Gérard, deux militants de P.O.B.L. avaient été interpellés dans la nuit du 14 au 15 décembre 1995 alors qu'ils barbouillaient des panneaux bretonnes. Revendiquant totalement leurs actes, les deux prévenus ont reconnu le barbouillage de 109 panneaux.

Le Conseil Général du Finistère et la D.D.E. s'étaient portés parties civiles mais pas la C.U.B. ni la ville de Brest.

A l'audience, les militants ont déclaré qu'un sondage montre que 89% des Finistériens soutiennent leurs actions en souhaitant une signalisation bilingue. Leur avocat a plaidé la relaxe en comparant les dégradations commises avec les dégâts très supérieurs commis lors des manifestations agricoles.

Le tribunal les a condamnés à un mois de prison avec sursis, à payer 14 500 F à l'Equipement (D.D.E.) et 9 900 F au Conseil Général. Les militants de P.O.B.L. étaient soutenus par le mouvement Stourm Ar Brezhoneg qui dénonçait aussitôt le jugement répressif.

Breizh a Gan.

Glenmor évincé ?

Le 7 décembre à Roazhon aura lieu le Breizh a Gan national avec 700 choristes. Y était prévu un hommage à Glenmor par l'interprétation de deux de ses compositions, dont le «Kan Bale».

L'harmonisation a été écrite par René Abjean... et les répétitions allaient bon train pour terminer en apothéose ce Breizh a Gan historique.

Patatra !... Les curés s'en mêlent !

Est-ce bien «catholique» de chanter du Glenmor dans nos plus belles cathédrales ?

Une traduction du «Kan ar Bale» est

demandée. Et, sans doute après examen approfondi des paroles de Milig, l'évêché de Rennes fait savoir qu'il failait expurger les chansons de Glenmor du répertoire des choristes !!

Un accord sera-t-il trouvé d'ici le 7 décembre ? C'est peu probable.

L'Église défend et protège son territoire, parfois ça peut se comprendre. Faudra-t-il trouver un autre lieu de concert ? Car se plier aux exigences de l'évêché serait reçu comme un affront au peuple breton et devrait amener les réactions qui s'imposent.

Au cas où !... chères lectrices et chers lecteurs, vous pouvez réserver cette après-midi du 7 décembre à Roazhon... et commencer sans tarder vos vocalises.

A.D.

Après le conflit des routiers...

«Nous comptons moins que le gasoil».

par Yann Orveillon



«Barrage des routiers en Bretagne». Yann Orveillon est l'auteur de «J'y vais de mon gauchisme», recueil de ses livres chroniques diffusées sur Radio Kreiz Breizh (102.9 Mhz) et éditées par les «Valeurs de Feus» (Al Lerc'hen tan) avec le soutien d'Yann Brezha.

Après les grandes grèves de 1986, 1992, 1996, une fois de plus les travailleurs du «transport routier», on devrait dire «les forçats du volant», sont obligés d'entrer en lutte pour la défense de leurs conditions de vie et de travail qui, pour le plus grand nombre d'entre eux, sont exécrables, insupportables.

Un délégué syndical CFDT, lui-même chauffeur, nous explique dans le «Télégramme» du mardi 4 novembre : «Des gars qui bossent 250 heures, 260 voire 300 pour 3 000 F brut maximum, il y en a plein. Dans la grande distribution, on est traité comme des chiens. On doit décharger nous-mêmes. Ça relève de l'esclavage».

Sur le barrage de Chateaubourg, en Ille-et-Vilaine, Jean-Pierre affirme sa colère et sa détermination comme l'homme majoritairement qui ne sont pas prêts à reprendre la route, ni sur de vagues promesses, ni sur des obligations syndicales, ni sur un claquement de doigt patronal. Il dit lui aussi : «J'espère que la grande distribution va se mettre à la table des négociations. Chez eux, on est reçu comme des chiens. On charge et on décharge même si on a dix heures de volant dans les pattes. Les grosses boîtes tentent tout le monde vers le bas, le paysan, l'ouvrier et le chauffeur. C'est la jungle ! Eh bien les fauves sont lâchés !», et il ajoute : «Mes grands-parents sont allés à la charge en 1936, mes parents ont vécu sur les acquis et moi, il faut que je reparte au charbon». Et il conclut : «J'ai fait une croix sur ma paie de novembre... s'il faut aller jusqu'à Noël, le réveil aura lieu !», il a une femme et deux gosses.

Pourquoi sommes-nous dans cette situation où de «grands groupes» de la distribution et du transport peuvent dicter leur loi ? Ou des affruteurs, donneurs d'ordres, sous-traitants et chargeurs, du quasi-monopole du petit patron peuvent venir, abuser et pressurer les chauffeurs routiers ? Ces chauffeurs qui travaillent et souffrent pour perpétuer, à leur corps défendant, la survie du système tel qu'il est et permettre à une nuée d'intermédiaires et de parasites de s'en nourrir... Pourquoi ?

En bout de chaîne les chauffeurs routiers jouent les «amortisseurs» du système, c'est le terme employé par les petits stratèges de cette chaîne exemplarément capitaliste pour expliquer le rôle que jouent les travailleurs.

C'est en les surexploitant, en les sous-payant, qu'ils peuvent donner un peu d'élasticité au système... d'où le terme d'«amortisseurs», parce que ce sont eux les travailleurs et les tout petits patrons qui encaissent les chocs et les chocs de cette féroce concurrence et du parasitisme du système.

Pour expliquer mon propos et le système et en utilisant les chiffres donnés ces jours derniers dans les médias : si un fret de 5 000 F par exemple est proposé au port du Havre, il sera centralisé avec des milliers d'autres et proposé au sous-traitant le plus offrant qui l'emportera, mettons pour 3 000 F et le sous-traitera à son tour à un transporteur moins bien placé qu'acceptera l'offre pour 2 000, voire 1 500 F, de 5 000 à 2 000 F ou 1 500 F nos intermédiaires se seront servis, auront tenu leurs barrières, grassement du début et de moins en moins jusqu'au «chauffeur-travailleur-amortisseur»

qui, lui, mangera son quignon de pain sec... si encore il trouve le temps de manger.

Selon le «Ministère des transports» lui-même, le salaire net moyen des conducteurs s'est établi en 1996 à 7 735 F. Et cette paie qui n'a rien de somptueux est obtenue, le plus souvent, après 240, 250 voire 300 heures par mois.

C'est donc évident, indiscutable et scandaleux en plus d'illégal, que l'immense majorité des routiers ne touche pas le SMIC horaire. Ce sont donc eux aussi des «sous-citoyens» batoués dans leurs droits élémentaires.

Après les grèves, en 1994, la conclusion d'un contrat de progrès - on ne peut sur sourire amèrement de ce terme, compte tenu de son objet - entre patronat et syndicats prévoyait de limiter au 1er janvier 1997 le temps de travail à 230 heures par mois. À ce jour, seulement 5% des entreprises s'appliquent. La prime exceptionnelle de 3 000 F que les routiers en lutte avaient arrachée à la fin des grèves de l'automne 1996, n'a été versée que par une infime majorité d'entreprises, moins de 10%.

Il faut savoir que ce secteur de l'économie emploie 336 000 salariés dont 115 000 dans les messageries et 221 000 chauffeurs. Il y a 38 160 entreprises de transport routier c'est un chiffre énorme qui implique en partie la concurrence féroce qui s'exerce et à laquelle sont soumis les transporteurs, la facilité dont jouissent les requins du secteur, les grands prédateurs pour se «goûter» à pleine gueule dans les bancs de petits poissons.

Dix des plus grosses entreprises réalisent à elles seules un chiffre d'affaires annuel de 57 milliards.

Il faut savoir aussi que beaucoup de ces 38 160 entreprises de transport n'ont même pas un camion, ni par suite un chauffeur, mais qu'elles vivent plutôt bien en envoyant au front de la guerre économique, l'infanterie, la piétaille des «chauffeurs-travailleurs-amortisseurs» reconvertis et considérés comme esclaves des temps modernes.

Comme dit une jeune femme chauffeur-routier : «Pour les patrons, nous ne comptons pas, nous ne sommes rien, nous collons moins cher que le gasoil».

En serions-nous là si l'Europe, non pas telle qu'elle aurait pu être, mais telle qu'elle est, telle qu'on nous l'a imposée : Europe des banques et de la finance, Europe des trusts et consortiums, Europe de la casse industrielle, agricole, culturelle, sociale, ne dictait pas sa loi, aujourd'hui à des dizaines de millions d'hommes.

De Gaulle disait : «La politique de la France ne se fait pas à la corbeille» (entraîné qu'il se fût à Paris les agriculteurs boursiers), non seulement ce grand protecteur et défenseur de la grande bourgeoisie se trompait - pas

vraiment d'ailleurs car il n'était pas dupe - mais aujourd'hui plus encore la politique de la France c'est-à-dire la vie des Français en Europe comme des Bretons dans l'hexagone se discute et décide au FMI (Fonds Monétaire International) à Washington et dans les placis bourgeois du monde Paris, Francfort, Londres, Tokyo, Singapour, etc.

Si l'Europe avait été celle des peuples, celle des travailleurs, celle du respect des cultures, celle de la pratique des traditions humanistes, celle de la dignité et des libertés, alors nous n'en serions pas là avec 7 millions de chômeurs et d'indigents avoués en France et 25 à 30 millions en Europe.

Mais pour cela il aurait fallu ne pas vouloir n'importe quelle Europe, à n'importe quel prix. Il aurait fallu imposer d'abord et avant tout chose l'Europe sociale et pas en la nivelant par le bas mais au contraire en la tirant, la haussant et l'alignant sur les conditions les meilleures que l'un quelconque des pays membres offrirait à ses ressortissants. Dans cette affaire, bien souvent l'Europe aurait dû s'aligner sur la France non pas à cause de la grandeur et des bontés d'âme de ses dirigeants et gouvernements, mais parce que les résultats, droits et avantages sociaux acquis par un siècle d'après lutte, de traditions et conquêtes ouvrières dans ce pays, étaient souvent, sont encore, bien meilleurs que chez beaucoup de nos voisins.

Ne serait-ce que, par exemple, parce que dix ans de «hitlérisme» ont sur le plan social pratiquement ramené la Grande-Bretagne au niveau du Portugal de Salazar.

Prenez un exemple de l'anarchie existant actuellement en Europe - et alors que l'on va d'ici un à deux ans nous imposer le monnaie unique. Nous pouvons lire dans le Télégramme à propos du conflit des routiers :

«Les horaires moyens de travail, avec toutes les nuances que recouvre ce terme selon les pays, varient en effet de 76 heures (hebdomadaires) en Espagne, à 50 heures en Allemagne, voire 40 heures pour les chauf-

teurs syndiqués britanniques, mais plus du double pour les indépendants. L'âge de la retraite varie aussi, de 52 ans en Italie à 70 ans en Angleterre. Les salaires ne sont pas du ressort de Bruxelles».

Et Yannick Laude à beau ajouter qu'à la veille de la libération totale du cabotage routier programmé pour le 1er juillet 1998 : «L'Union européenne travaille à une harmonisation des conditions sociales dans ce secteur», il n'est que trop évident qu'aujourd'hui c'est l'anarchie capitaliste, le chaos destructeur du libéralisme sauvage qui sévit, et ce n'est pas les Alan Mive en France ou les Yannick La Bourdonnec en Bretagne, amorceurs intéressés de prétendus miracles, qui y changeront quelque chose.

Dans «Ouest-France», Paul Burel qui signe l'édition exprime sans aucun doute la ligne générale de son journal, qui n'est pas précisément - chacun peut s'en convaincre chaque jour - un charbon du social, même s'il reste, journalistiquement parlant, un bon journal. Il nous dit : «Il n'est pas en conflit que celui de salariés qui estiment n'avoir rien à perdre, que celui qui bascule de la revendication à la révolte», et plus loin il précise : «Le pouvoir est maintenant le dos au mur d'un conflit qui risque de déraper à tout moment, d'une grève généralisante pour l'économie, d'une grogne qui peut s'avérer contagieuse dans la sphère des bas salaires».

«Je senti vaciller l'Etat», écrit-il Mauriac dans le Figaro en 1968.

Il est à l'évidence des médias, radios, télé, journaux, et dernière des intérêts et groupes de pouvoirs, qui craignent à nouveau une grève générale dans ce pays. Ceux-là, en manipulant l'opinion publique dans un sens précis, en parlant «d'otage», de mine pour la couverture, etc., jouent un drôle de jeu, leur jeu qui peut être un jeu dangereux. Et bien sûr les porte-parole stupides et les nerfs de l'obscurantisme et de la pire réaction, aussitôt sont sur le devant de la scène.

Encore une fois, on ne peut que rire amèrement et enrager rouge à entendre le RPR/UDF et les anciens ministres. Debout en tête, morgner l'actuel gouvernement à propos de ce conflit, alors qu'ils ont encouragé les patrons du transport à ne pas appliquer les accords.

Ce de point de vue et sans me faire d'illusion sur les réformistes, je pense que le mot de Jospin à l'assemblée nationale restera : «Nous ne nous disposons pas pour laisser court-avant, pourrir pendant, et traahir après». A suivre donc.

Madelin lui, qui vient de l'extrême-droite - j'ai la mémoire longue - explique qu'il faut en finir avec le droit de grève... pas moins. Et ce matin, à Vitrolles - et ce n'est pas un hasard - 20 à 25 camions sont sortis d'un entrepôt sur l'ordre d'un nommé Gérard Hiss qui recevait lui, ses ordres de qui ? Il serait intéressant de le savoir.

Encadrés et précédés par des voitures particulières bourrées de nerfs cogolés qui à coups de barres de fer et de balles de base-ball ont matraqué et grièvement blessé des grévistes, ces camions ont voulu non pas livrer des clients, mais faire la démonstration que dans une ville tenue par le Front National l'ordre social règne.

Autrefois, en Allemagne, les gens qui se conduisaient ainsi étaient regroupés et organisés dans les «Sections d'Assauts», les sinistres lames SA, et ils exerçaient une idéologie meurtrière et noire : le fascisme nazi. Une fois encore dans la lutte des classes qui, quoi qu'en disent certains est toujours une réalité historique, les fascistes du FN se disposent à la démonstration en est à nouveau faite à aider un libéralisme chaotique, en attendant, espérent-ils de le remplacer. A nous d'y faire barrage en répétant chaque jour et sur tous les fronts : NON AU FASCISME !

Yann ORVEILLON

Et si on reparlait du G.A.L.

Lettre ouverte à Mme Guigou et M. Chevènement.

Rennes, le 10 novembre 1997

Madame le Ministre, Monsieur le Ministre,

Le 15 octobre 1983, deux jeunes réfugiés basques Lasa et Zabala étaient enlevés à Bayonne. Bien des années plus tard, on apprendra qu'ils ont été sauvagement torturés puis assassinés en Espagne. Le 20 octobre 1983, quatre policiers espagnols tentent d'enlever le réfugié J.M. Laretxa à Hendaye. Le 5 décembre 1983, un ancien réfugié, Segundo Marcy, est enlevé à Hendaye. Après dix jours de séquestration dans la banlieue de Bilbao, on le libère à la frontière française avec dans sa poche une lettre signée par un mystérieux Groupe Antiterroriste de Libération. C'était la naissance officielle du G.A.L. qui s'est rendu ensuite coupable sur le territoire français de 38 attentats faisant 27 morts et une trentaine de blessés et de nombreux incendies contre des entreprises employant des réfugiés politiques basques.

Enquêtant sur les agissements de cette organisation criminelle, le juge espagnol Baltazar Garzon a mis à jour les responsabilités de fonctionnaires de l'Etat espagnol au plus haut niveau et d'hommes politiques ayant pour certains exercé des fonctions très importantes (ministres, secrétaires d'Etat...).

Parmi ceux-ci M. Barrionuevo, ancien Ministre de l'Intérieur du gouvernement socialiste de Felipe Gonzalez et Rafael Vera, son Secrétaire d'Etat à la Sécurité.

Il se trouve que ce dernier au moins a entretenu, dans le cadre de ses activités publiques, des relations notables avec des fonctionnaires français, et tout particulièrement avec le commissaire Roger Marion, chef de la 6ème D.C.P.J., les juges d'instruction Roger Le Loire et Laurence Le Vert, en charge des dossiers dits «antiterroristes» - particulièrement ceux impliquant des réfugiés basques - et le substitut du procureur Irene Le Calvez-Stoller, également en charge de ces dossiers.

Dans des relations si harmonieuses qu'en 1993 Mesdames Stroller et Le Vert et Monsieur Le Loire recevaient de la part du Ministre de la Justice et des moins de Rafael Vera une très haute distinction (le Cruz de Honor de San Raimundo de Penafort), en remerciement de leur action contre le mouvement basque Euzkadi Ta Askatasuna.

Outre qu'il nous paraît moralement discutable que des fonctionnaires français - et singulièrement des magistrats dont l'indépendance doit être considérée comme absolue - acceptent des distinctions honorifiques de la part d'une puissance étrangère (fut-elle amie) et ce quel qu'en soit le motif, nous nous permettons Madame le Ministre, Monsieur le Ministre, de vous exprimer notre plus vive inquiétude quant à l'impartialité de ces fonctionnaires dans le traitement de dossiers impliquant des opposants aux personnalités politiques dont ils sont désormais redevables, en l'occurrence des ressortissants de l'Etat espagnol d'origine basque.

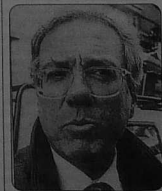
Ce d'autant plus qu'il apparaît aujourd'hui que ces personnalités politiques espagnols sont accusés de crimes, tortures et délits divers dans le cadre, précisément de ces dossiers. A ce jour, des peines de 23 ans de prison sont réclamées à ce titre contre Messieurs Barrionuevo et Vera par le procureur du Tribunal Suprême espagnol.

C'est pourquoi nous vous demandons, Madame le Ministre, Monsieur le Ministre, de suspendre toute participation de ces policiers et magistrats français à des enquêtes et des dossiers concernant des ressortissants de l'Etat espagnol poursuivis au titre de leurs activités probables ainsi que contre les personnes soupçonnées de leur avoir prêté aide et assistance sur le territoire de l'Etat français, jusqu'à ce que la justice espagnole ait définitivement statué sur l'exact degré de responsabilité de Messieurs Barrionuevo et Vera et autres dans les crimes et agissements du G.A.L.

Si la culpabilité de ces hommes était avérée et qu'ils soient condamnés, nous trouvons logique que les fonctionnaires français ayant eu des relations suivies avec ces responsables espagnols et en ayant accepté des honneurs soient définitivement écartés de tout dossier touchant aux questions basques et soient invités à retourner officiellement les décorations qu'ils ont reçues.

Recevez Madame le Ministre, Monsieur le Ministre, l'assurance de notre considération.

Texte signé par une cinquantaine de personnes et organisations.



José Barrionuevo, ancien ministre de l'Intérieur espagnol, l'un des instigateurs du G.A.L.

Outrage à l'armée française. Procès de Guillaume Morin.

Le 17 décembre 1996, pendant mes «trois jours» à Rennes, après avoir expliqué à l'officier orienteur que son armée colonialiste occupait mon pays, j'insultai et je crachai sur ce commandant de l'armée française. Une plainte fut déposée pour «outrage à armée» et une autre pour «outrage à une personne chargée d'une mission de service public» (cf. *Combat breton* n° 134). Mon procès a été fixé au 25 novembre 1997, au tribunal correctionnel de Rennes, chambre spécialisée militaire. Voici pourquoi je crache sur l'armée française.

Un service national au service de l'oppression sociale.

Même si le service «national» sera définitivement enterré d'ici quelques années, son existence, encore réelle à l'heure actuelle, nous éclaire sur le véritable rôle de l'armée française, au sein de l'Etat. L'apprentissage des grades, des saluts, du «respect» des supérieurs, est la dernière étape qui permet à l'appelé sa transformation en producteur soumis. Le sous-officier devant qui on aura aggravié, pendant les dix mois réglementaires, à ne pas l'ouvrir trop grande, sera remplacé par le contremaître ou le patron, bien satisfait d'avoir entre les mains un employé docile, incapable de contester les faits établis, aussi obscurs soient-ils, qui l'opprimeront socialement jusqu'à la fin de sa vie. A la soumission des soldats à l'armée, correspond la soumission des travailleurs et chômeurs à la société civile. Le chef a beau nous exploiter, enfreindre le code du travail, ne plus respecter la personne humaine, c'est quand même le chef, le supérieur, on ne peut rien contre lui.



Manifestation anti-nucléaire militaire à Crozon.

cela servira en outre à contrôler les arrivées vers la France, d'émigrés opprimés par ces mêmes régimes soutenus par la France.

L'argent est aussi récupéré à travers les multinationales françaises, bien contentes d'exploiter une main-d'œuvre pas chère. Ce sont les entreprises du bâtiment, comme Bouygues qui construisent les palais présidentiels, de l'extraction minière et pétrolière, comme Elf, ou de l'eau comme La Lyonnaise des eaux. Il va sans dire que les troupes envoyées par la coopération militaire, tombent à point nommé pour la protection de ces entreprises.

Mais à la colonisation militaire et économique, rendue possible grâce à l'armée française, s'ajoute évidemment l'impérialisme linguistique. Contrairement aux autres puissances coloniales, qui dans leurs colonies, daignent reconnaître les langues locales, la France s'y refuse. Après avoir accordé l'indépendance à ses colonies, elle met en place la francophonie. C'est le meilleur moyen pour garder ses intérêts économiques et assurer une élite locale, qui est la seule à parler français. Seule une infime minorité pourra se permettre le luxe de mettre ses enfants dans une école en français. La France va même plus loin, puisque parfois le français est la seule langue officielle reconnue... et que certains affirment que les langues locales sont inopées à l'enseignement !

Sous un prétexte de coopération culturelle, elle peut ainsi, en installant des entreprises françaises, garder sa main mise sur l'économie.

Ainsi, la France s'est récemment lancée dans un projet d'ouverture de 500 classes bilingues français-vietnamiennes, au Vietnam, alors que seul 0,5% de la population est encore francophone.

Le colonialisme en Bretagne.

Si l'impérialisme culturel est présent dans les autres

continents, il l'est aussi dans l'hexagone. Après avoir pratiquement assané la langue bretonne, l'Etat français, soucieux de ce qu'on ne puisse l'accuser de génocide culturel, pratique l'euthanasie, ne cédant qu'au compte-goutte à la pression populaire de plus en plus forte en matière linguistique. Son but est évident : la disparition de notre langue. Cet héghémisme culturel se retrouve d'ailleurs dans le refus systématique de la part de la justice coloniale, de laisser les prévenus s'exprimer dans leur langue. La situation n'a pas beaucoup évolué : le sabot mis au cou des écoliers, est maintenant accroché aux prévenus, et à leurs témoins. A l'accusation d'outrage à armée, je réponds par l'accusation d'outrage au peuple breton. A sa langue, à sa culture, de la part de l'Etat français, de son bras droit répressif l'armée, et de ses sbires en uniformes militaires.

Je crache sur l'armée française, car l'Etat l'utilise pour écraser les mouvements sociaux. Que ce soit en 1968 ou les paras investissent les locaux de l'ORTF, ou plus récemment pendant le CIP, les grèves contre le plan Juppé de sécurité sociale, le blocus des routes, les manifestations de nucléaires... Sans compter tous les emplois qui vont être nouvellement créés, via l'armée, pour renforcer l'Etat policier dans la vie civile. L'Etat français, secondé par son armée du capital, tue la Bretagne depuis de trop longues années : il détruit la pêche, l'agriculture, l'emploi en général, vide les campagnes, détruit l'environnement, stocke ses sous-marins nucléaires dont les missiles s'échouent sur nos côtes, brûle les Monts d'Arée sans être inquiété.

D'où vient la violence ?

Je serais un gouaj, un grossier personnage paré que j'ai craché, et sur une femme qui plus est ? C'est sur le commandant de l'armée française que je crache, quel que soit son sexe. Ma fille traîne de sextiste de la part de l'armée française serait le comble. Il ne faut pas inverser les rôles : c'est l'armée qui véhicule des valeurs sexistes, homophobes, normatives, et pour cela aussi je lui crache dessus. Par ailleurs, ce n'est pas l'armée qui fonctionne qui reçoit mon crachat : ce n'est pas un sous-officier, c'est un commandant. Quel qu'il en ait choisi son métier, qui sait ce qu'est l'armée, qui a le temps d'y réfléchir, qui assume donc les massacres, et qui par conséquent, qu'elle le veuille ou non les cautionne.

Insulter et cracher sur un officier de l'armée serait violent ? Mais d'où vient la violence ? Ne vient-elle pas de ceux qui justifient leurs exploits meurtriers au nom de l'honneur de la France, qui véhiculent des discours racistes et fascisants dans leur propagande guerrière, qui sous prétexte qu'ils sont gradés se permettent, brimades sur les appelés, qui font des essais nucléaires à ciel ouvert au plus grand mépris des populations locales, et exposent des adolescents aux radiations nucléaires pour avoir de la main-d'œuvre bon marché (comme cela s'est produit en Polynésie) ? Ne serait-ce pas de ceux qui sont les premiers vendeurs d'armes au tiers-monde et à qui ils exportent leurs mines antipersonnelles, ceux qui assassinent en Afrique au nom du maintien de l'ordre et de la protection de leurs ressortissants, ceux qui ont massacré en Indochine, à Madagascar, en Algérie..., qui cautionnent des dictatures sanglantes en échange de marchés juteux ?

Quand l'Etat français et l'armée française seront-ils

jugés pour le meurtre, le 17 octobre 1961, de 200 manifestants s'opposant au couvre-feu des partisans de l'Algérie française, pour le vol et le meurtre d'un appelé du contingent à Moumelon, pour la destruction du Rainbow Warrior, pour l'assassinat de militants basques ?

Le véritable outrage vient de l'Etat français. Et nous devons rendre l'autre plus, ou accepter bêtement le fait établi ? Face à la violence, je préfère répondre par la contre-violence même si elle n'est que symbolique. Et je le fais avec d'autant moins de scrupules sur une institution qui, considérée par beaucoup comme un géant inaccessible, se permet tout, et n'importe quoi, parce qu'elle se sent intouchable.

N'étant pas français, je ne reconnais pas ce tribunal colonial, d'autant plus partial que l'armée possède ses propres lois et son propre code pénal. Vivé l'insoumission !

Guillaume MORIN

Par ailleurs, Emgann se déclare solidaire des actes qui sont reprochés à Guillaume, et lui exprime son soutien.

A propos des différentes affirmations péremptives que Monsieur Jean-Louis Jossic dispense généreusement à la presse...

Le 19 septembre, la ville de Nantes accueillait dans le cadre des journées du patrimoine, la reconstitution théâtrale de l'unification de la Bretagne à la France. A cette occasion, les militants d'Emgann Nantes avaient perturbé la manifestation. Jean-Louis Jossic (Tn Yann, élu PS mairie de Nantes) avait été pris à partie. Il a ensuite déclaré : «Être traité de «collabo» par les descendants de ceux qui, durant l'occupation allemande, en étaient vraiment fiers presque rires, se ce n'était pas aussi triste».

Jean-Louis Jossic (ou Jossique ?) semble plus habitué à brasser de l'air que des concepts politiques. Son interview dans «Talents 44» de novembre 1997 en est la plus pure illustration. Son ignorance du mouvement breton est telle qu'il ose comparer ceux qui l'ont critiqué - lors d'un événement plus que discutabile (célébration du rattachement de la Bretagne à la France) - à des collaborateurs. Jean-Louis Jossic fait le choix de la calomnie et de la diffamation, il serait dommage de lui emboloter le pas. La courtoisie est ici de rigueur. Rappelons cependant que :

- Depuis plus de 25 ans, Monsieur Jossic et son groupe Tn Yann ont eu l'occasion d'interpréter quelques chansons traditionnellement bretonnes ou à est-plein-mêlé question du sang des Français («Gwin ar C'hallaoued») ou d'un Duc qui revient aider les Bretons à se débarrasser des intrus («An Alarc'h»). Mais les Tn Yann ont interprété ces chansons sans sourcilier, c'est sans doute à mettre sur le compte de leur ignorance de la langue bretonne. Travailler pour l'industrie du disque ne laisse pas beaucoup de temps pour l'apprentissage des langues, semble-t-il.

- Lors du bicentenaire de la Révolution Française, Monsieur Jossic n'a pas hésité à «améliorer» un texte de Marvan

Lebesque, afin de l'assomoirer à la sauce française (cf. *Nach* n°11 N 12, 1990). Jurer les falsificateurs et venir ensuite faire la morale, ce n'est pas très honnête. Son argumentation pour justifier les prestations à venir du groupe Tn Yann avec l'orchestre des Pays de la Loire ne tient pas la route. Mais il semble, une fois de plus, que ce soit des raisons de merchandising qui priment, pour ce groupe qui, selon le magazine «Pays de Bretagne» (numéro de l'été 1997) «défend l'idéologie bretonne en Loire-Atlantique depuis 25 ans» (sic). Qui sont les collaborateurs, quand on sait que la région Pays de la Loire est le fruit d'un coupage administratif absurde créé par le décret Pélain-Darlan de 1941 ?

Force est d'avouer que Monsieur Jossic peut bien continuer à fréquenter les couloirs de la mairie de Nantes, il ne représente plus grand-chose pour une bonne partie de la jeunesse bretonne, qui le considère comme un panache, et qui en a sougé de voir sa culture réduite aux quelques couplets ultra-répétés et mais de «La jument de Michao».

Jean-Louis Jossic peut bien continuer à s'époumonner dans les médias sur les mérites d'une quelconque région Grand Ouest, il ne doit pas s'étonner que quelques militants bretons se trouvent sur son chemin pour lui rappeler au moment opportun que la Bretagne n'est toujours pas à vendre, même sous la forme de petites galettes argentées. Et que beaucoup préfèrent les coups de gueule sincères d'un Gilles Sivalou ou d'un Glenmor au prêt-à-consommer vaniteux de Tn Yann.

Si Jean-Louis Jossic trouve qu'une «certaine forme de militantisme à l'emmerde», il ne doit pas oublier que son engagement à lui, qui a plus à voir avec le porte-monnaie qu'avec la Bretagne, est peu ragoutant.

Ronan Ménardour, Emgann Nantes

Skoaz ouzh skoaz gant Guillaume.

Ur bioaz zo, Guillaume un Noadard, a oa och ober «e dri devazh» e Roazon peogwir eo saflet poent dezhan ober e gorn. Displegeth a reas d'an olier e oa nemet da dion hep e ober, hag a kozas en diviz e skrap warant. Nallanour da se en deus paket choazh 30 devazh betek h'ar rasko ober pa gprog e gorje (hag ur fert) !, hag e vo d'ar 25 a viz Du drak lez-vean Roazon, er gamb arbennek war an traou m'oulet, rak demergeth ouzh kargad.

Evel Guillaume e sonjomp. «Ne nemet arzapell pezh en deus gret er, e-hanter fustler d'ur e Breizh hag ar Stad Ch'ali e vezan ma sikour-hi ar vourzhalezh hag ar Stad kaptour, pa voug ar stourm sokal, ar fustler en Arka pa skoazell-hi en diktatorien a-bep seurt, a-benn dienn ur wech oumpenn, interestou ha «meured Bro-Ch'ali».

Er eo al lu dra a-bouez evl arallekat ar broleouren, evl kelenn dezhe sentil ouzh rouz sot, evl deskil bezan doug ouzh ar hierarkizh, deskil vez n'us ket plus erri evl ar marcheped en un hervelezhed.

Er eo al lu a vez dezhet ne ch'eller ket bout Breizhad, hogen Gall hepken !, ha 'n eo ket du-hont e vez anavezet e klask ar Stad dstraj ar santout breizhad hag ar brezhoneg.

Drest-holl e sonjomp so stourm a-nep al lu, daoust da fin ar servij soudard, ur stourm pouezus d'ar mare-mañ, ha ne laoskerh al jultis gall brevel ur charman!

Dikouzeromp hon skouez da Guillaume, oc'h en em vodad d'ar meuzh 25 11, da 2 eur drak lez-vean Roazon, hag o kas ul tizher, pellder, pe pellder evl embann e skoazell d'ar omlenched.

Monsieur le Président du tribunal correctionnel de Rennes. Audience militaire du 25.11. - Cité judiciaire - Rue Pierre Abelard. 35000 Rennes.

Emgann Noadard c'ho Al Lokal. 16 strand Santeveuc, 44000 Noadard

La mémoire sélective de l'Etat français.

Haut fonctionnaire de Vichy de 1940 à 1945, Maurice Papon est actuellement jugé à Bordeaux pour crime contre l'humanité. En toile de fond, la polémique sur la continuité et les responsabilités de l'Etat français pendant cette période. Collaborant de manière zélée avec le régime nazi, le gouvernement de Pétain a multiplié les actes inhumains et les attentats à la liberté. La Bretagne a souffert et souffre encore de cette tyrannie française. Car la partition de notre pays, ordonnée en 1941 par Pétain, est toujours en vigueur. Une partition dont l'Etat français contemporain s'accommoda parfaitement, ne se souciant guère de son origine.

Il y a encore deux ans, la thèse la plus répandue était que Vichy n'avait rien à voir avec la France, avec l'Etat, que Pétain avait presque usurpé le pouvoir et que la République française, la vraie, la propre, avait continué d'exister à Londres. Et pourtant, Pétain a bel et bien reçu les pleins pouvoirs en juillet 1940 d'une Assemblée «Nationale» française élue en 1938. Seule une trentaine de parlementaires s'étaient opposés au vote. Notons, l'Etat français a continué à fonctionner, coexistait ou collaborait, c'est selon !, avec les instances nazies.

Vichy n'est pas une parenthèse de l'histoire de l'Etat français. L'histoire ne compte pas de parenthèses et les milliers de morts et les millions de gouvernement français de Vichy ne peuvent être considérés comme des détails. C'est regrettable comme épisode pour un pays qui se définit comme celui des Droits de l'Homme. L'Etat français présente ses excuses, rend des hommages, affirme qu'il fera tout pour que cela ne se reproduise plus et tente de s'effacer.

Une partition arbitraire.

Sauf erreur, l'Etat français a la mémoire bien courte et sélective. Dans son organisation, il a conservé quelque héritage du gouvernement de Vichy. Les Bretons en savent quelque chose. Ceux du pays de Nantes encore plus. Eux à qui on veut imposer l'appartenance à une région des Pays de la Loire bien. La partition arbitraire de la Bretagne persiste. Mais aucune allusion n'y est faite dans les médias français alors que le procès Papon se poursuit et que l'on repartie tant du gouvernement de Vichy.

La République française sait son mea culpa mais superficiellement. Elle tente de faire oublier les déchirures de l'histoire mais pas question de rendre à la Bretagne ce qui lui a été injustement retiré. Une Bretagne impuissante convient parfaitement à l'Etat français. Il accepte ainsi les décisions de Vichy, gouvernement kamphob, antisémite et liberticide.

L'Etat souhaite «dépoussiérer et nettoyer» son histoire. Alors, il lui faudrait bien revenir sur la partition de la Bretagne. Reste à savoir si l'Etat et le gouvernement français actuel ont réellement l'intention de réparer les affronts que la France a fait subir à la Bretagne. On peut légitimement en douter d'autant plus que la partition n'est malheureusement que l'une des facettes du problème français en Bretagne. L'indépendance ne serait-elle pas un moyen d'y remédier ?

S.G.

Le coup de gueule d'un paysan en colère.

«Les Saigneurs de la terre», de Camille Guillou.

«J'ai 48 ans, je me suis installé en 76, année de la sécheresse, après mes parents. Auparavant, j'étais conseiller juridique à Paris dans la coopération agricole. Dès que je suis revenu à la ferme qui pérorait, j'ai fait du lait dans une vieille étable. Ce n'était pas mon but. Pendant une dizaine d'années j'ai essayé de remettre la ferme en état. Là a été une période de travail à bloc. Je ne bougeais pas. Je n'avais pas le temps d'aller en formation. J'avais refusé la Dotation Jeune Agriculteur (D.J.A.).

C.B. : Pour quelle raison ?
C.G. : Parce que je refusais déjà le diktat du système. En acceptant ce genre de carotte, je mettais le doigt dans l'engrenage. J'ai toujours refusé d'y entrer. J'ai choisi tout de suite d'être plutôt que de paraître. J'aurais pu faire comme les autres, faire du hors-sol avec le pactole du Crédit Agricole. J'ai pris le minimum à la banque.

C.B. : Vous n'avez jamais renoncé ?
C.G. : Vu l'état de la ferme on me donnait 6 mois pour tenir. On m'attendait au virage dans le voisinage. Il ne fallait pas que je lâche. J'aime bien les défis difficiles. Après le lait, je suis passé à la bête à viande et en même temps des légumes de conserve. Pendant ces 10 ans, j'ai vu le fonctionnement du système. Je commençais à avoir des doutes sur la volonté de nos représentants dans les coopératives de défendre les paysans. J'ai voulu aller voir de l'intérieur. Un beau jour, je me suis présenté à une élection dans une coopérative en demandant un vote secret. Et je me suis attaqué au président du Crédit Agricole du Morbihan, c'est-à-dire le vrai propriétaire de l'agriculture. Et je l'ai battu au 1er tour. On ne me l'a jamais pardonné dans le milieu agricole.

C.B. : Avec quelles conséquences ?
C.G. : Je ne m'attaque pas plus à cette coopérative dont je parle beaucoup dans mon livre, puisque je la connais mieux que les autres. Toutes se ressemblent. Il y a une nomenclature agricole en Bretagne, avec ses chasses gardées, ses notes de frais et ses jetons de présence. Quand on est dedans, on ne quitte pas le fromage. Il ne faut pas qu'il y ait des étrangers à y pénétrer. Et moi, j'étais un étranger dans le système. J'étais rentré pour changer les choses pas pour les sourires et les voyages...

Camille Guillou

LES SAIGNEURS DE LA TERRE

Albin Michel

Camille Guillou.

Les saigneurs de la terre.

Le coup de gueule d'un paysan en colère contre un système qui tue nos campagnes et pollue le contenu de nos assiettes.

Pourquoi l'agriculture française connaît-elle une crise sans précédent ? Qui est véritablement responsable de la désertification et de la pollution de nos campagnes, de la faillite de nombreux paysans ? Comment le système agro-alimentaire a-t-il pu générer un phénomène aussi terrible que celui de la «vache folle» ? Et quel avenir nous préparent les apprentis sorciers de la recherche en modifiant génétiquement nos aliments ?

Pour Camille Guillou, paysan breton attaché à la qualité de sa production plutôt qu'à sa quantité, les coupables sont les «saigneurs» de la terre : le Crédit agricole qui a engagé la plupart des agriculteurs dans une spirale infernale d'endettement, la FNSEA, puissant syndicat dont la politique a favorisé l'émergence d'une caste de gros producteurs qui profitent des mesures imposées par Bruxelles, les lobbies agro-alimentaires, dont les lobbies de «conseillers» poussent à augmenter sans cesse les rendements au risque de menacer la santé de tous. Autant de pratiques dictées par la seule loi du profit... Est-il possible d'éviter le «Chernobyl agricole et alimentaire» qui se prépare ? Camille Guillou en appelle à la prise de conscience de chacun. L'heure est venue de résister aux saigneurs de la terre. Demain, il sera trop tard.

C.B. : Quelles étaient pour vous les priorités ?

C.G. : Les prix, toujours les prix. J'ai vu progressivement les prix être remplacés par les subventions. C'est nous mettre dans un rôle de quémandeurs que je n'accepte pas. J'ai vu l'agriculture traditionnellement liée au sol être phagocytée par l'agriculture industrielle. Je me suis aperçu que les représentants des paysans ne sont pas intéressés par les paysans eux-mêmes mais par leurs intérêts personnels. Je suis resté 6 ans comme administrateur à la coopérative. J'ai arrêté quand j'ai vu la baisse des prix de 20 à 25% sur les légumes. Quand j'ai démissionné et refusé les avantages offerts, là on m'a saisi.

C.B. : Dans votre livre vous dénoncez les causes des suicides en milieu agricole.

C.G. : Il y a quand même eu 20 suicides dans le Finistère en janvier 97. Il y a aussi le suicide à petit feu par la bouteille. Il y a des raisons à tout cela, et je les connais. C'est lié à la dictature de la nomenclature agricole qui veut éliminer les atypiques.

C.B. : Vous en parlez comme d'une véritable mafia ?

C.G. : C'est le mot. On voit des représentants du milieu agricole qui ont 80 ans. De fil en aiguille, on en vient à accepter les dégâts occasionnés comme la vache folle.

C.B. : Et le syndicalisme agricole ?

C.G. : C'est bidon, le syndicalisme agricole en Bretagne. Il y a un syndicat officiel gouvernemental. Là, je m'attaque aux dirigeants de la FNSEA qui a fait une erreur fondamentale. C'est le seul syndicat au monde qui, au lieu de revendiquer, collabore avec un système agro-alimentaire.

C.B. : Quels sont les avantages à collaborer ?

C.G. : Il y a les médailles du Mérite Agricole pour lesquelles beaucoup sont prêts à ramper. Il y a les voyages, les notes de frais, les jetons de présence pour lesquels il faut faire plusieurs réunions par jour. Il y a les enfants qu'on plaque dans les coopératives, les organisations et le Crédit Agricole. D'autres avantages encore : on fournira à certains de meilleurs porcelets ou de meilleures variétés de légumes qu'à ceux qui restent en dehors.

C.B. : Vous avez des preuves de ce que vous avancez ?

C.G. : J'ai des preuves puisque j'ai été administrateur. D'ailleurs, depuis la sortie de mon livre je n'ai été contredit par personne. Au contraire, on me dit par courrier et téléphone que c'est 10 fois plus gros que ça.

C.B. : Vous mettez tous les syndicats dans le même sac ?

C.G. : Il y a un colosse au pied d'argile depuis l'affaire de la vache folle, la FNSEA accompagnée du CNJA qui a poussé les paysans à produire toujours plus. «Travaillez plus pour gagner plus» est leur devise. Mais on les laisse se débattre ensuite avec le système agro-alimentaire. On est 1er partout en production mais le résultat est extrêmement négatif sur l'homme et la nature.

La Confédération Paysanne vient-elle défendre les paysans quand ils sont dans la merde ? Ils n'ont que leur foi à défendre, tandis que les autres perçoivent les subventions de l'état.

Mais en Bretagne, on vit dans un système dictatorial, celui du syndicat officiel. Il y a des gardes-chiourmes dans nos campagnes. Dans chaque quartier, il y a des gens qui vous surveillent et qui vous notent.

C.B. : Que voulez-vous dire par Chernobyl agricole ?

C.G. : On m'a dit que j'exagérais. Mais je ne crois pas qu'il y a eu autant de morts avec Chernobyl en France qu'à cause du système agricole en Bretagne. 20 suicides en un mois dans le Finistère. Le bilan est extrêmement négatif sur l'homme et sur la nature. Le système n'a qu'un seul argument, et un seul, à opposer, ce sont les emplois. A cela, je réponds qu'il y a eu un transfert de population. On a vidé les champs pour envoyer les fils de paysans en usine. Et les plus intelligents sont sur les routes ou dans les bureaux. Ils font travailler les familles dans les fermes. Il faut des gogos pour que le système agricole marche.

Par ailleurs, je m'aperçois que les plus intelligents qui s'installent actuellement ne veulent plus entrer dans ce système pour faire des poulaillers ou des porcheries. Il va faire du bio ou du tourisme à la ferme.

Dans les années 50-60 on vivait de sa production. On n'allait pas au marché acheter sa nourriture. Or, depuis 30 ans on a réussi un exploit extraordinaire : les paysans n'acceptent plus de manger leur production. Je mets au défi un producteur de dindes ou de cochons de manger ce qu'il produit. Cela vaut aussi pour les techniciens agricoles et les responsables du Crédit Agricole. Je les mets au défi de manger une dinde d'élevage devant moi.

C.B. : Comment faire autrement ?

C.G. : Il va se passer quelque chose car ça ne peut pas continuer comme ça. Je sens que le combat va être rude. Il va falloir choisir et ce choix va dépendre des

consommateurs. Mon combat va plus loin que le livre, c'est un combat contre la «macdonaldisation» de la nourriture. Si les consommateurs n'acceptent pas de mettre plus de 17 ou 18% du revenu des ménages dans la nourriture, il est évident qu'on va continuer à produire de la merde. Et il y aura toujours du lisier en Bretagne.

C.B. : La manifestation de Loudéac ou les agriculteurs et les consommateurs étaient main dans la main, marque une étape importante ?

C.G. : C'est extrêmement important. Il va falloir renouveler ce genre d'opération pour avancer. De plus en plus de paysans

en ont marre de produire de la merde. Je ne suis pas le seul à penser comme ça. Je connais pas des techniciens qui ont des scrupules à faire ce boulot-là, à pousser les gens à s'endetter...

C.B. : La solution viendra de l'extérieur ?

C.G. : Je le crois. Il y a très peu de leaders dans le monde agricole. Ils sont tous dans le syndical officiel. Ils ne vont donc pas couper la branche sur laquelle ils sont assis. Ça ne peut donc pas changer de l'intérieur. Il faut que tous ceux qui dénoncent ce système se rassemblent.

Charte du Parc naturel régional d'Armorique, Natura 2000 : savoir raison garder.

Depuis le printemps dernier, le Centre Ouest-Bretagne a connu un curieux mouvement de contestation opposant à la préparation de la mise en place de la directive européenne «Habitats» et surtout à la révision de la charte du Parc Naturel Régional d'Armorique.

A notre sens, ce mouvement, parfois très virulent, traduit les angosces d'un monde rural en déclin démographique et économique et surtout en panne de projet de développement. Il faut d'ailleurs noter que ce débat s'est exprimé de manière très similaire dans plusieurs zones rurales dites «défavorisées».

Rappelons que les projets incriminés ont, tous deux, pour caractéristique de viser à préserver une ressource reconnue «d'intérêt général» par la Loi française : notre patrimoine naturel (habitats, flore, faune, eau...). Ces deux démarches ont été démocratiquement ratifiées en leur temps (adoption de la Directive «Habitats» à l'unanimité des Etats-membres en 1992, vote de la loi «Paysages» en janvier 93 et de la loi «Barnier» en février 95 par le Parlement) et ont, chacune, pour objectif d'engager une politique de gestion durable des milieux naturels par la voie de la concertation.

Certes, souvent faute de moyens humains et financiers, des erreurs ou des maladroites ont été commises lors de leur mise en œuvre (concertation trop tardive pour Natura 2000, projet de vaste réserve naturelle irréaliste pour le P.N.R.A.) mais ceci ne suffit pas à expliquer l'ampleur des réactions suscitées. En fait, ces manifestations de désarroi ont été habilement amplifiées et manipulées par divers lobbies régionaux et locaux dont les intérêts sont bien différents de ceux de la grande majorité des Centres-Bretons. A qui fera-t-on croire que l'avenir économique des Monts d'Arée repose aujourd'hui sur le développement des terres pour y épandre du lisier, y planter du blé ou des résineux, à coups de subventions européennes ou nationales ? Qui ne voit derrière ces «ultra-légers» - qui, au nom du droit à la propriété, réclament en plus ni moins celui de saccager notre patrimoine commun - que des chasseurs de subventions et de primes qui voudraient insidieusement nos espaces naturels au profit de quelques privilégiés (chasses et domaines forestiers privés notamment) ?

A coups de désinformations, de pressions et d'arguments pédagogiques, ils ont entraîné nombre d'étus locaux dans leurs errements et nous le déplorons. De ce fait, des communes risquent aujourd'hui de se voir écartées ou marginalisées d'un Parc naturel régional dont nous pensons qu'il reste un bon outil de développement durable, malgré certaines carences ! De même, un retard est actuellement pris inutilement dans la mise en place d'une directive européenne que la France sera bien obligée d'appliquer à terme. Le risque sera alors qu'elle soit mal placée pour en négocier le financement.

Ecologistes et naturalistes ruraux, nous persistons à croire qu'il est encore possible, dans le Centre Ouest-Bretagne de mener une politique de développement rural respectueuse de notre patrimoine naturel par le biais de la concertation et de la négociation. Les exemples d'actions présentés dans cette lettre d'information montrent, à notre sens, que cela est aujourd'hui faisable avec de nombreuses communes, avec des agriculteurs qui se veulent paysans et non industriels, avec des professionnels fonciers et forestiers conscients de l'intérêt de leur patrimoine ou avec des chasseurs respectueux fonciers et forestiers conscients de l'indispensable au maintien de leur activité. Une telle politique de gestion-conservatoire patrimoniale et concertée peut, si elle est soutenue clairement par les étus et financée par les collectivités territoriales, avec des retombées économiques significatives pour l'Argoat à travers l'assurance de conserver une eau pure en quantité et éviter les coûts de dépollution, la rémunération des activités d'intérêt collectif et écologique des agriculteurs, la création d'emplois verts, le développement du tourisme de découverte.

Pour sa part, la Fédération Centre-Bretagne Environnement est prête à aider les communes ou les propriétaires intéressés à mettre en place tout projet allant dans le sens de cet intérêt général.

Jean-Marc HERVIO Président de la F.C.B.E.

Histoire des productions ovines et caprines en Bretagne (II).

Par Hervé PERSON

II. A une agriculture plus intensive : les productions ovines après 1850.

Nous avons examiné les méthodes très extensives de ces productions avant 1850. Après cette date, le cheptel caprin disparaît de Bretagne ; quant au troupeau ovin, il connaît une diminution notable, que l'on en juge, dans le Finistère.

Dates	Nbre de têtes
1840	100 000
1868	72 000
1892	56 000
1913	40 000
1929	30 000

(A.D. 60.W.209)

Ce fait s'explique par la loi sur le partage des terres vaines et vagues de Bretagne de 1850. Ces communs divisés, privatisés, avec eux disparaissent le droit de gleaning et la vaine pâture. Le rachat des terres à chaque génération oblige à une certaine intensification. Cette dernière se manifeste par une avancée des productions animales au détriment des productions végétales, même si ces dernières restent encore majoritaires. « Pour 420 000 hectares labourables et de prairies, il existait en effet avant la guerre 130 000 chevaux, 420 000 bovins et un cheptel porcin très élevé dont la nourriture insuffisante parfois ne peut être assurée que par une extension des cultures dérobées avec suppression quasi totale des chaumes et des jachères où d'habitude le mouton trouve une partie de son alimentation » (Source A.D. Kemper 60.W.209). Voilà quelle était la situation dans le Finistère avant l'éclatement de la Seconde Guerre Mondiale. Cet élevage ne se maintient que dans les coins les plus pauvres du Bas Léon (Lannilis, Ploumouguet, Plouguin), des Montagnes Noires (Bannalec, Laz, Scaer, Saint Goazec et Saint Hermin) et sur le contrefort nord des Monts d'Arée (Plouneour Menez, Saint Thégonneq et Guilian) et dans les îles.

A Ouessant, on en dénombrait, à cette époque entre 4 et 5 000 têtes, de race locale. Celle-ci est réputée pour la qualité de sa viande et sa rusticité mais elle a été complètement transformée par les croisements avec les races de Dishley et Southdown. Ce croisement donne une meilleure résistance au piétin ; la toison perd en longueur mais gagne en épaisseur et donne plus de gigot. Si le mouton s'est maintenu à Ouessant, c'est qu'il existait un accord social pour maintenir la vaine pâture, même si celle-ci était abolie juridiquement. Les

méthodes d'élevage restent identiques à celles du siècle précédent. Pis, l'introduction de reproducteurs sur cette île allie à la vaine pâture, sans désinfection des sols entraîne une propagation des maladies : douve, coccidiose et stront-gylose.

A l'inverse, on constate leur absence dans les Monts d'Arée : « Mais cette surprise (le peu de moutons et leur manque de soins) se charge en étonnement quand on parcourt les vastes régions incultes du département et qu'on rencontre si peu de moutons dans des paysages qui semblent avoir été créés tout exprès pour eux » (Monts d'Arée et Montagnes Noires) (Source A.D. Kemper 60.W.209). Ce défaut de présence s'explique par les mauvaises relations sociales ; la question agraire n'est toujours pas résolue. Le libre parcours des landes n'est pas possible pour plusieurs raisons : 1. trop de parcelles entourées de talus, 2. trop de propriétaires, 3. les surfaces en landes sont trop restreintes, 4. leur aridité est presque totale. Le gardiennage en commun qui permettrait de réduire les coûts est impossible en raison du morcellement de la propriété et des mauvaises relations sociales.

Dans les années 30, sous la présidence de Le Bot de Lannilis, le syndicat d'élevage ovin du Finistère accépta de louables efforts pour développer cet élevage ; organise des concours et reçoit des subventions du Conseil Général. Si le cheptel forte les 40 000 têtes, il faut bien conclure que cette politique ne fut qu'un feu de paille.

Après la Seconde Guerre Mondiale, la production ovine subit les assauts du futur modèle agricole breton. La modernisation des voies de communication allie aux primes pour la recalcification des sols amène la révolution fourragère et un abandon de la production ovine. En 1993, la production ovine se répartissait ainsi :

Dpts	Têtes	Tonnages	Nbre d'élevages
22	55 700	1 022	2 829
29	20 500	466	1 102
35	53 000	1 015	3 314
44	62 000	1 200	7
56	31 500	603	2 045
Bzh	222 700	4 306	9 284

On peut légitimement s'étonner du grand nombre d'éleveurs ovins restant. En réalité, ont été comptabilisés «éleveurs», tous les moutonniers de plaisance. Lorsqu'on raisonne en U.T.H., le résultat est totalement différent. On estime à 250 brebis l'équivalent d'une U.T.H. (Unité de Travail Humain) et la productivité à 1,5 agneau par brebis et par an, soit 625 animaux pour un éleveur. Ceci donne donc 222 700 : 625 = 356,32 emplois d'éleveurs à temps complet sur l'ensemble de la Bretagne. Ce nombre donne à cette production un des caractères : c'est une agriculture de complément. On voit donc que le déclin est continu. Aujourd'hui, ils ne sont élevés que pour la viande.

Que retenir de cette étude ?

L'histoire des productions ovines et caprines en Bretagne est l'histoire d'un continu déclin. Ce phénomène s'explique par des conditions géographiques peu propices et surtout par des conditions sociales très défavorables : le domaine congéable qui, dans un premier temps a freiné son développement et ensuite le partage des terres vaines et vagues. Élevage extensif des terres pauvres, il est le premier abandonné lorsque des occasions d'intensification d'autres productions se présentent. Ce fait permet de comprendre pourquoi et comment il fut relégué dans certaines contrées isolées, reculées. Mais, dans ces lieux idéalement conçus pour eux, dans ces conditions sociales doivent être réunies pour permettre son maintien, à fortiori son développement. Lorsque celles-ci sont absentes, on entre dans un cercle vicieux où les conditions sociales aggravent les conditions physiques et peuvent conduire à la désertification, privant certaines régions d'un de leurs rares atouts... C'est ce qui se passe aujourd'hui dans les Monts d'Arée et le Centre Bretagne d'une manière générale.

Hervé PERSON, salarié agricole



Lu dans la presse bretonne

Ça fait du bien de se rendre compte qu'on n'est pas seul à le dire. La Bretagne est une nation, pas la France. Bravo à Yann Poilvet pour cette prise de position aussi claire que courageuse !

«La France n'est pas une nation. C'est un Etat» Editorial de Yann Poilvet dans Armor Magazine.

La France n'est pas une nation. C'est un Etat. La France est un Etat formé de plusieurs nations.

Le dictionnaire Larousse précise que la nation «est une grande communauté humaine, le plus souvent installée sur un même territoire et qui possède une unité historique, linguistique, culturelle, économique plus ou moins forte». Cette définition est illustrée clairement dans les résultats d'une enquête réalisée en 1997 par le très sérieux Observatoire interrégional de politique (OIP) : «les Bretons témoignent d'un fort lien affectif avec leurs territoires de proximité (84%)». L'espace régional est bien connu de même que son nom. La Bretagne est associée avant tout à un «lieu d'histoire et de culture» (51%)... «Le sentiment que ses habitants sont liés par des intérêts communs est de plus en plus répandu : 75%, soit plus de 10% par rapport à 1995, et la force d'attachement est toujours importante (62%). Enfin, «le sentiment de la richesse» (57%) est supérieur de 6% à la moyenne des régions de l'hexagone... Ces constatations s'expliquent très logiquement dans le désir de 62% des Bretons d'un développement d'une politique régionalisée.

Laissons l'ancêtre à ses contradictions et saluons le côté positif de ces colloques : ils ont aidé à redonner son sens au mot «nation». Ainsi, Laurent Fabius a-t-il constaté que «en Europe, on assiste à un véritable regain des nations et des nationalités : alors que le nationalisme est démodé, la nation est ouverte». Selon Catherine Lalumière, l'Europe doit être une richesse et la nation un modèle ; elle déplore : «la France accepte avec difficulté aussi bien le régionalisme que le fédéralisme», mais heureusement «nous allons vers davantage de fédéralisme et de transferts de compétences à l'Europe...». De plus en plus, les Etats ont une souveraineté limitée et «sont en train de perdre des plumes». Aux vraies nations de les récupérer.

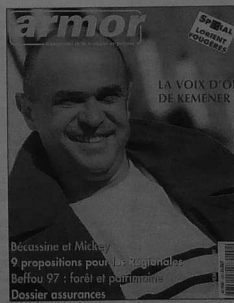
N'est-ce pas ce qui est en train de se passer outre-Manche où, grâce au pragmatisme de Tony Blair les nations s'émançoient et où l'on s'oriente vers un fédéralisme adapté au cadre européen ? Catherine Lalumière, de son côté, affirme «nous avons la chance d'avoir plusieurs identités qui s'additionnent : nous sommes Européens, Français et Bretons... Ce n'est pas l'un ou l'autre, mais l'un et l'autre».

Ainsi à l'heure où des Etats généraux à Rennes lançaient la culture bretonne du troisième millénaire, reconnaissons-nous, enfin, à la fois l'apport inestimable de la réalité de la nation et la nécessaire complémentarité de la tradition et du modernisme.

Tandis que se développent les mouvements de renaissance des peuples, se crée «une néobrettonnité qui est à la fois la négation et le prolongement de la tradition», déclarait récemment le professeur Michel Denis.

Ainsi va la vie... Glenmor et Xavier Grall auront eu raison trop tôt en intitulant leur journal «la nation bretonne». Ce qui apparaissait alors comme une provocation devient aujourd'hui une rampe de lancement, non pas vers une nation européenne mais pour une Europe des Nations.

Yann POILVET



Bécassine et Mischky
9 propositions pour les Bretons
Bœuf 97 : forêt et patrimoine
Dossier assurances

La France est paumée : vive la France !!!

Bon alors ! On aura eu le droit à tout. Voilà que la France ne saut plus où elle était en 40 ! Pour un peu on criait : vive Papon !

C'est que cela doit être grave docteur. Enfin, tous ces élus du peuple, qui sont donc la France, logique, ne savent plus où ils s'avaient fourrés en 40. Encore un ou deux procès comme cela et je vous dis que la «vieille geuse» des Droits de l'Homme impose !

Papon est-il coupable ? En gros, on pourrait presque dire qu'on s'en fout tant il est évident que son procès sert à déculpabiliser tous les «bons» français qui ont fait ami-ami avec les nazis, un peu ou beaucoup, ainsi que toutes les institutions qui viennent demander pardon maintenant. Ça un pays ? Beurk ! Et on voudrait que l'on soit français ?

Il ne manquerait plus que cela ! Cependant, si l'on doit le juger, que l'on juge son action et celle de tous ses collaborateurs et supérieurs hiérarchiques qui ont ordonné la répression contre les manifestations des algériens. Après «le plus jamais cela», la France en a remis une couche ; c'est vrai ceux-là n'étaient pas tout à fait blancs et pas chez eux.

Cela m'apparaît autrement plus grave qu'un coupable de plus ou de moins pour 8 millions de morts.

La France face à son vrai visage, voilà ce à quoi on assiste : c'est génial, on en redemande !

Les élus français ne supportent plus de se voir dans le miroir, ils ne supportent pas la vérité ; nous, c'est la seule chose que nous supportons. Nous n'avons donc rien à faire avec ces gens-là.

Pendant ce temps, on nous projette un film révisionniste en Bretagne. J'en souffre pour ma grand-mère, ancienne paysanne, qui envoyait paître les algériens pendant la guerre, et pour mon oncle, breton, qui s'est battu dans le maquis de Saint Marcel et s'en est sorti vivant.

M. Bourbellon et Mme Héla ne doivent pas être très heureux d'avoir servi de fabricants d'images pour un certain R. Faligot. Révisionniste de l'histoire bretonne et spécialiste de l'omission et du mensonge.

Au fait, sérieusement, c'est qui ce Faligot qui apparaît de plus en plus aux mauvaises places en Bretagne ?

N'oublions pas qu'à une certaine époque il a dû quitter vite fait la terre d'Irlande, avec au cul non seulement la police britannique, mais aussi les militants irlandais.

Nous avons besoin, nous, de la vérité, contrairement aux français qui ne la supportent pas. M. Faligot a peut-être un plan pour eux, il suffirait de le pousser un peu. Il doit avoir de bonnes relations.

JWAN

Debat

Comment peut-on être Communiste et Indépendantiste ? (2)

D'autre part, pour revenir sur la question de la responsabilisation : il est traditionnel (sur le territoire français du moins) de critiquer à tout va « les politiques », « le gouvernement » et par extension « la politique » (!!) pourquoi ne pas aller vivre en Birmanie dans ces cas-là, là-bas il n'y a pas de « politique » puisqu'il n'y a pas de débat possible. Ce qu'il faut malheureusement bien comprendre c'est que dans un pays théoriquement démocratique tel que la France, la population a les dirigeants qu'elle mérite !!! Le second tour des dernières élections législatives a donné un total de 273 sièges (sur les 577 que compte l'Assemblée Nationale) au Parti Socialiste (PS) qui mettait en avant - sans rire - la nécessité « d'alternance », de nouvel « espoir », de nouvel « élan », quel culot !!! Eux qui ont gouverné durant 14 ans la France en crachant méthodiquement sur leurs fameuses « 101 propositions pour la France » de 1981, se poser innocemment en hommes nouveaux, garants des vraies valeurs de la gauche ??? Mais le plus fort c'est qu'une bonne part de la population adulte française a gobe ce cocamboleque blanchiment et a donné, sans trop se poser de questions, les clés du pouvoir aux traitres d'hier. Prévigion : dans 3 ans, la Droite parle « d'alternance » et de « volonté de changement de la part des Français » et gagne brillamment les élections, fastoche, non ? A côté de cela 30% des personnes en âge de voter n'ont pas daigné se rendre dans les bureaux électoraux au second tour. Que nombre de ces personnes ne trouvent pas de candidats dignes de leur confiance et préfèrent s'abstenir par choix idéologique, ceci est facilement compréhensible (les anarchistes et certains partis indépendantistes boycottent systématiquement les élections françaises). Mais, à côté de ça combien se soucient réellement de la situation économique et sociale actuelle, combien rejettent d'une moue dédaigneuse toute tentative de militantisme actif, combien se contentent du facile et stérile : « tous pourris » ou « cela ne sert à rien de se battre contre ce système, ce n'est pas toi ni moi qui allons changer quelque chose », pour mieux cacher et justifier leur propre lâcheté, leur propre incapacité endémique à comprendre le monde qui les entoure, leur propre méconnaissance de l'histoire et surtout leur propre individualisme petit bourgeois !!! Beaucoup de ces rigauds croient d'ailleurs dur comme fer que se trouve un monde meilleur que celui-ci et qu'ils ont une bombe atomique explosive en beau matin, ils se trouveront tout naturellement dans le seul coin miraculeusement préservé et pourront ainsi continuer leur petite vie minable régie par « le chacun pour soi » car d'après les autres c'est des cons...

Malheureusement, quelque part, cette attitude peut se comprendre. Pour un Corse ou pour un Néo Calédonien Kanak, le pouvoir (le REEL, pour par ces mérites de périmètres territoriaux ou d'assemblées de Corse) de décisions sur ce qui doit être leur organisation politique, économique et social est situé à... Paris, c'est-à-dire à des milliers de kilomètres de chez eux, autant dire au diable vaueurt.

En Guyane, les difficultés économiques et les spécificités géographiques (la jungle couvre une grande majorité du territoire guyanais), sociologiques et culturelles peuvent-elles s'insérer dans le strict cadre législatif français « La loi est la même sur l'ensemble du Territoire » ? Mais il n'est pas besoin d'aller si loin pour voir les ravages du centralisme : la volonté d'un gros consortium suisse à venir ouvrir une carrière de Kaolin dans un petit village du Vauluse (avec des conséquences désastreuses sur l'environnement) malgré l'opposition farouche de la population (les anciens du village se couchent même devant les bulldozers) est une illustration tragique de l'état jacobin car au final, la décision sera de toute façon prise par Paris... que les citoyens locaux, premiers concernés, soient contents ou non ! Comment, dans ces cas-là, espérer une réelle motivation de la part de la population quand le pouvoir leur paraît si éloigné, si abstrait ??? En replaçant localement les instruments décisionnels, en fondant des républiques participatives en Bretagne, en Pays Basque (... ou en Pôitou Charentes !!!), en créant de réelles Démocraties de Proximité (dotées de VRAS pouvoirs décisionnels, notamment par référendum et par comités élus révocabiles à tout moment dès qu'une partie de la population en fait la demande), nous pourrions plus efficacement lutter contre l'éloignement et la professionalisation du pouvoir (pour qu'il n'y ait plus ce fossé « hommes politiques » - population « de basse »), l'indépendance entre législation et réalité de terrain et, par là-même, la désresponsabilisation d'une partie de la population face à la société et à son environnement (quelqu'un qui a conscience qu'il vit dans une société forcément régie par des règles mises en place pour le bien-être de chacun aura peut-être plus le sentiment de vivre dans un environnement écologique pour ce qui l'entoure).

Pour finir sur ce sujet : il est peut-être bon de le rappeler, sur une bonne idée Capitaliste de la noblesse française qui voulait avoir des Cotes sûres histoire de se défendre contre les anglais et une bonne grande façade maritime, histoire d'aller coloniser tranquillement les 3/4 du monde et de commencer avec le quart restant (avant une certaine époque, on se foutait royalement de la Bretagne comme de la Corse. Ce qui a d'ailleurs poussé certaines îles - Houat et Hoëdic - à se déclarer indépendantes car le pouvoir napoléonien les avaient purement et simplement... oubliées ! Pour l'Etat Royal, seul comptait en Bretagne quelques places fortes militaires, le reste était administré par des nobles locaux qui avaient pratiquement tous les droits). Le livre « Le Mythe National » de Suzanne Citron est d'ailleurs très instructif à ce sujet.

Les plus brillants défenseurs de la France « Unie et Indivisible », hormis les Jacobins indéco-

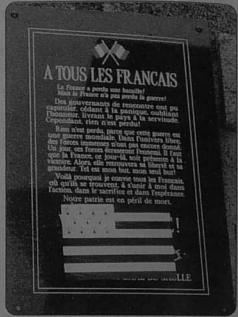
tables et Old School à la Chevenement, Debré ou Jean François Kahn, restent les chefs d'entreprise et capitalistes d'industrie divers, partisan d'une « France forte dans une Europe forte, seule capable de concurrencer les Etats Unis et le Japon d'un point de vue commercial... ». Ah si, il y a aussi les militaires et les royalistes, éternels conservateurs et brillants partisans des combats d'arrière-garde.

En clair : pas de réelle Démocratie Socialiste sans une Démocratie de Proximité et pas de Démocratie de Proximité dans un pays de 54 millions de personnes avec presque une dizaine de langues et autant de cultures différentes.

BEVET BREIZH DIEDH HA SKOLIAOUR !!!
(vue la Bretagne Libre et Socialiste)
- Slogan des indépendantistes de l'ARB (Armée Révolutionnaire Bretonne) -

Sarah, c/o Lacuyer Fabien, 2 Bd Léon Bourgeois 35000 Rennes, Bretagne via France, Tél 02 99 41 81 35, Fax 02 99 60 12 81, Email : lebouche@bretagne.culture.fr

Bibliographie.
- Michel Verret, La Culture ouvrière, L'Harmattan, Paris, 1926, 296 pages, 170 F ; L'Espace ouvrier, L'Harmattan, Paris, 1995, 261 pages, 140 F.
- Pierre Bourdieu (sous la direction de), La Misère du monde, Le Seuil, Paris, 1993, 947 pages, 205 F.
- Richard Hoggart, La Culture du pauvre. Etude sur le style de vie des classes populaires, Editions de Minuit, Paris, 1970 ; Edward P. Thompson, La Formation de la classe ouvrière anglaise, Le Seuil - Ecoles des hautes études en sciences sociales - Gallimard, 1988.
- Jean-Pierre Terrail, Destins ouvriers. La fin d'une classe ? aux Presses universitaires de France (1990, 185 F).
- Jean-Pierre Terrail, la Dynamique des générations, chez L'Harmattan (1995, 110 F).



meurs de chez eux, autant dire au diable vaueurt. En Guyane, les difficultés économiques et les spécificités géographiques (la jungle couvre une grande majorité du territoire guyanais), sociologiques et culturelles peuvent-elles s'insérer dans le strict cadre législatif français « La loi est la même sur l'ensemble du Territoire » ? Mais il n'est pas besoin d'aller si loin pour voir les ravages du centralisme : la volonté d'un gros consortium suisse à venir ouvrir une carrière de Kaolin dans un petit village du Vauluse (avec des conséquences désastreuses sur l'environnement) malgré l'opposition farouche de la population (les anciens du village se couchent même devant les bulldozers) est une illustration tragique de l'état jacobin car au final, la décision sera de toute façon prise par Paris... que les citoyens locaux, premiers concernés, soient contents ou non ! Comment, dans ces cas-là, espérer une réelle motivation de la part de la population quand le pouvoir leur paraît si éloigné, si abstrait ??? En replaçant localement les instruments décisionnels, en fondant des républiques participatives en Bretagne, en Pays Basque (... ou en Pôitou Charentes !!!), en créant de réelles Démocraties de Proximité (dotées de VRAS pouvoirs décisionnels, notamment par référendum et par comités élus révocabiles à tout moment dès qu'une partie de la population en fait la demande), nous pourrions plus efficacement lutter contre l'éloignement et la professionalisation du pouvoir (pour qu'il n'y ait plus ce fossé « hommes politiques » - population « de basse »), l'indépendance entre législation et réalité de terrain et, par là-même, la désresponsabilisation d'une partie de la population face à la société et à son environnement (quelqu'un qui a conscience qu'il vit dans une société forcément régie par des règles mises en place pour le bien-être de chacun aura peut-être plus le sentiment de vivre dans un environnement écologique pour ce qui l'entoure).

Pour finir sur ce sujet : il est peut-être bon de le rappeler, sur une bonne idée Capitaliste de la noblesse française qui voulait avoir des Cotes sûres histoire de se défendre contre les anglais et une bonne grande façade maritime, histoire d'aller coloniser tranquillement les 3/4 du monde et de commencer avec le quart restant (avant une certaine époque, on se foutait royalement de la Bretagne comme de la Corse. Ce qui a d'ailleurs poussé certaines îles - Houat et Hoëdic - à se déclarer indépendantes car le pouvoir napoléonien les avaient purement et simplement... oubliées ! Pour l'Etat Royal, seul comptait en Bretagne quelques places fortes militaires, le reste était administré par des nobles locaux qui avaient pratiquement tous les droits). Le livre « Le Mythe National » de Suzanne Citron est d'ailleurs très instructif à ce sujet.

Les plus brillants défenseurs de la France « Unie et Indivisible », hormis les Jacobins indéco-

Ar gouren er vachelouriezh. Pennad-kaoz gant Anne-Vari Evenou.

Ur c'helou mat evit ar gouren. Kement-se a ra plijadur deoc'h, Anna-Vari Evenou ?

O gasti va sur ! An dra-se a zo un nevezenti kaer, un dra vat evit ar gouren, un dra vat evit sevenadur Breizh a dra sur, peogwir e vez anavezet ar gouren e-giz ur sport kevatal da veur a sport all, ur sapre gounid evit ar gouren !

Hag a zo deuet diwar kalz a strivou ivez ?

O ya, strivou a zo bet graet sur. Posubl eo laret ez eus bet tud o deus aberzhet kalz eus o buhez evit ma yaje ar gouren war-raok hag e teufe da vezañ ur sport da vat. An re o deus lakaet war droad keveza-degou etrevroadel da skouer o deus graet kalz peogwir e oa dav kenveriañ hon doare da c'hourdonañ gant hini ar broioù all. An dra-se a gase ac'hanomp war raok dre ret, dre gaer pe dre hag e oa dav deomp bezañ kenkoulz evit ar re all.

Bez zo lod o deus graet stajou un tamm e pep lec'h ha bremañ Fulub an Ozhac'h eus an Uhelgoad, a zo e vicher ober se evit ar chevraded. Mont a ra a skoli da skoli da stummañ ar re all. Kenderc'hel a ra d'eu stummañ, tapet en deus en ar BES. Strivou e-giz-se a zo deuet a-benn da lakaat un den da vezañ diwar ar gouren, da gas ar gouren war-raok. Met an dra-se a c'houlenn kalz digant an den, digant ar chevraded, hag a zo labour an den un tammig.

Ha pegel 'zo e oa darempredoù etre ar c'hevraded hag ar deskadurezh ?

Dibaoe daou vloaz e oa un doare akord etre ar rektorelezh hag ar chevraded evit degemer barzh ar skolioù tud barrek war ar gouren, 'pezh en deus graet barzh un tammig e pep lec'h, peogwir eo talvoudus evit ar re yaouank, hag hon doa tud entanet er chevraded evit diskouez d'ar re vihan pegen brav e oa evit diorenn o c'horf. An dra-se en deus plijet gwir eo.

Warlerc'h eo deuet ar raktres savet gant an Aotrou n'Ostiz, rektor akademiezh Roazhon, nevez aet war e leve, hag en doa divizet pesurt mod kement bugel skoliataet e Breizh e rankje gouzout traou 'zo diwar-benn sevenadur ar vro. Ha dav eo laret ar re o deus krogel e-barzh an doare sklaerañ ha primañ eo an ensellerien veur war an embregerezh korf, an IPRien. En un doare sirius tre eo bet lakaet an traoù da vont ganto, gouneten o deus all ha skoazell digant ar chevraded ha lakaet war sav ur staj a vo graet ar bloaz-mat evit un ugent kelener bennak o do c'hoant da vezañ stummet un tammig



war ar gouren, skignet dielloù diouztu. Gwellet 'm eus bet da skouer e skolar ar Faoued, ur genlenerer yaouank a zo och implijout traoù ar gouren, betek al le, gant he skolioù. Neuze d'am sonj e oa deuet prest an dud, dre forzh ober strivou ha klask brudañ ar gouren, prest da welout pegen talvoudus eo evit ar Vretoned hag ar re all ivez.

Pesurt sportoù a oa tu da gaout er vachelouriezh betek hen ?

Meur a sport a oa posubl kemer : tenis, bageal dre lien, planken dre lien, judo evit just, gwarañ 'gav din ivez, hag un nebeut sportoù all, hag a zo gouest neuze da zegas poentioù ouzhpenn e-giz un amprevoutañ da vat, betek dek poent, pezh n'eo ket netra pa vez kaoz a dremen un amordenn. Tud yaouank 'zo a c'helio tapout ar vachelouriezh marteze a drugarez d'ar gouren.

Kement-se a raio kalon sur d'ar re yaouank ?

Evel just, reñf kalon d'ar re yaouank ha lakaat stad enne da ober ur sport a zo anavezet kevatal d'ar re all. E-pad bloavezhioù ha bloavezhioù eo bet lakaet ar gouren a-touez ar folklorioù. Ni holl a gouren a-touez ar gouren ur sport gwirion, ouis e oa eus ar gouren ur sport gwirion, peadra da diorenn ho korf ha da stummañ koulz ho korf hag ho ene. Bremañ eo anavezet, n'eus netra par d'an dra-se.

Ur sport gouest da ziorren an ene, penaos 'ta ?

Sur, ha marteze muioc'h evit reoù all.

peogwir eo ur sport graet e-giz ur c'hoari. Met gant ma ho azaoeuz ha doujans ouzhañ an hini a zo o c'hourden ganeoc'h. Ul le a zo gant ar gouren ha n'eus ket e pep sport. Ar re a c'hourden 'giz Gresia kozh 'zo ul le ganto ivez. Met n'eo ket touet gant pep gouren met gant an holl war un dro, n'eo ket memestra. Evit ar gouren me gav din, pep hini a zo a dal d'oe die hag a dal d'ar gouren all. Kement-se a zo ur perzh a zo stag ouzhañ hor sevenadur deomp ur perzh prizius, peogwir emañ ret deoc'h chom hep ober droug d'egle me ivez d'ho korf c'hw. Ho korf a zo sakr, korf egile a zo ivez.

An dra-se a zo touet arak pep tra, desket d'ar c'hournerien arak pep tra. E touez perzhioù priziusañ ar gouren d'am sonj.

Petra lar al le ?

Al le a lavar «n'en tou da c'hourgen gant lealded, hep trubarderezh na taol fall ebet evit ma enor ha hini ma bro hag en testen ouzha ma ginegezh hag evit heul giz mat ar re gozh. Kinnig a ran da ra c'henbreur ma dorn ha ma lod».

Hag en em sonjal mat a ra ar re yaouank e talvoudegezh al le-se ?

D'am sonj e reont. D'am sonj emañ stag ar gouren ouzha ar sevenadur en un doare don tre. Pa vez touet al le e vez didrouz an holl, pep hini en em zalc'h brav, o dremmoù 'vez sirius, ha 'pezh a vez arak ar c'hevradegoù da vat a zo sirius. Pa wellit tud o libanañ a-drek d'ar sonerien da skouer - hag ar sonerezh a zo ivez lod eus hor sevenadur - adal ar penn kentañ e waler mat pesurt mod emañ ar c'hournerien en o bleud. Evito, emañ och ober un dra a bouez ha pep hini anezha a zo lod eus un doare lid, hag e vez santet.

D'am sonj n'eo ket traou en aner, n'eo ket folklorioù just awalc'h.

Pet gourenerezh a raio barzh ar c'hoarioù ?

D'am sonj e zo tro 800 lisañs war ar gouren e Breizh. Evit ur sport a-seurt-se, da laret eo hor gouren peogwir 'zo meur a c'hourden-unan anezho barzh ar c'hoarioù oitpek diwar ar penn kentañ, peogwir e oa ur sport eus Gresia - n'eo ket fall - Setu ar pezh a zo bet lavaret din atav barzh Clermont-Ferrand, lec'h 'on bet gant

L'avenir de l'Occitanie. Le point de vue des indépendantistes du CROC

Depuis quelques années est apparu une nouvelle organisation occitaniste - Le Courant Révolutionnaire Occitan - Nous avons eu l'occasion de le rencontrer plusieurs fois, pour en savoir plus sur ce groupe, le secrétaire aux affaires internationales d'Emgann, Erik Bainvel, a réalisé un interview que nous publions dans ce numéro.

1. Pouvez-vous présenter l'Occitanie et le mouvement occitan ?

Le territoire occitan s'étend sur 31 départements dans l'Etat français situés grosso-modo au sud de la Loire, le Val d'Arán dans l'Etat espagnol ou l'occitan est langue officielle et les vallées occitanes de l'Etat italien.

Le mouvement politique occitan après les années 60-70 avait quasiment disparu à part quelques apparitions lors d'élections régionales. Les militants se sont complètement investis dans le milieu culturel et associatif en général. La naissance des Calandretas à Pau a donné un front commun au mouvement pendant une dizaine d'années et ce n'est que depuis les années 90, devant l'avancée des Calandretas et de leur autonomie que des militant(e)s occitanistes se sont retrouvés avec plus de temps libre et ont pu réfléchir à la façon de reconquérir le terrain social.

2. Pouvez-vous présenter Anaram au Patac, le CROC et votre place dans le mouvement occitan ?

Anaram au Patac est né en 92 d'une prise de conscience pour certain(e)s pendant la lutte contre le tunnel du Somport et d'une volonté d'agir pour l'Occitanie. En avril 94, des bases fixant les objectifs du mouvement sont adoptées. Simultanément sont nés à Toulouse et Aix en Provence des groupes similaires. En 95, Anaram au Patac, les Patriotes occitans (Tolos) et Occitania liberta (Aix de Provence) fonctionnent et créent le Courant Révolutionnaire Occitan (CROC) et adoptent les bases d'Anaram au Patac en soulignant l'objectif indépendantiste. Depuis, un groupe s'est formé à Rodez et nous avons une antenne à Paris.

Le CROC a tout de suite trouvé sa place dans le mouvement occitan, les partis occitans (Parti Occitan, Partit Nacionalista Occitan) sont totalement absents des luttes populaires et les militants du CROC ont pu ainsi mettre un coup de fouet aux revendications occitanistes et ouvrir un débat sur une alternative occitane aux problèmes sociaux en Occitanie.

3. Quelles sont vos orientations politiques ?

L'orientation du CROC est assez large pour permettre l'union de révolutionnaires de tendances différentes pour une lutte nationaliste et progressiste. Le CROC est un mouvement de lutte des classes combattant l'aliénation sociale, économique, culturelle et linguistique ici et maintenant.

4. Quelles sont vos actions ?

Nos actions sont le reflet de chaque groupe et de la réalité locale. A Pau, la lutte contre le tunnel du Somport et la soutien à Euzkadi prédominent à Rodez c'est la lutte pour une université pour pallier une partie de l'exode rural.

Les groupes du CROC réagissent aussi au système répressif de l'Etat, en faisant des manifestations, des communiqués et conférences de presse, des

réunions politiques, etc. Nous participons en ce moment au mouvement pour l'officialisation de l'occitan et lançons une campagne pour la modification de l'article 2 de la Constitution. Nous sortons également un journal bilingue, HAR/FAR, à peu près tous les trois mois.

5. Comment expliquez-vous l'implantation du FN en Occitanie et son soudain intérêt pour la culture occitane ?

Le FN est implanté dans tout l'Etat français, l'Occitanie en général n'a que rarement voté à plus de 15 ou 20% pour Le Pen, le problème est surtout situé en Provence. Cette région d'Occitanie est celle qui a connu le plus grand exode rural et la plus grande colonisation française. Elle est depuis longtemps occupée notamment par les militaires et les retraités les plus aisés. La côte est quasi complètement bétonnée, le tourisme y est le plus destructeur et le plus cher. La corruption des politiciens, la mafia présente partout (à Aix il est même impossible d'ouvrir un bar associatif sans être racketté) et la destruction de l'industrie sont d'autres facteurs qui ont beaucoup servi le vote FN.

Depuis deux ans, le FN se livre à une vaste campagne pour récupérer l'identité provençale (le FN ne parle que très rarement d'Occitanie, il préfère opposer Provence, Béarn, etc.). Il tente pour cela de se servir de l'aliénation des Provençaux, résultat de l'acharnement de l'Etat français. En utilisant la langue dans ses campagnes électorales, il répond à la volonté des gens de ne pas laisser mourir leur culture. Mais on les connaît : tous leurs efforts ne visent qu'à renforcer l'Etat français et à imposer un système fasciste.

6. Quelles sont vos actions contre lui ?

Nos actions dans le reste de l'Occitanie sont assez conventionnelles, nous occupons le terrain, nous ne laissons aucune activité publique sans riposte et nous diffusons une information sur les tentatives de récupération du FN que ce soit dans le milieu culturel ou social. En Provence, c'est beaucoup plus dur. A notre connaissance, il y a très peu de militants radicaux dans les villes les plus touchées. De plus, les maîtres FN ont déployé des moyens de répression énormes (recrutement de policiers municipaux sur des critères posés par eux, ajoutés aux flics habituels et aux gros bras qui font leur service d'ordre personnel). En résumé, à part à Vitrolle ou ça a pas mal bougé récemment (Occitania liberta était présente), la réaction n'est pas très violente en général.



Arrestes anti-mendicité, Centrales nucléaires, Villes dirigées par le FN, Côtes bétonnées

7. Quels liens entretenez-vous avec d'autres mouvements de peuples en lutte ?

Au minimum, un échange d'infos. En tant qu'internationalistes, nous sommes solidaires des peuples en lutte pour leur émancipation sociale et nationale. Nous avons des relations particulières avec des mouvements basques et catalans, du fait de notre proximité géographique. Nous n'oublions pas les Bretons, avec qui nous espérons des contacts plus réguliers...

8. Comment voyez-vous l'avenir de l'Occitanie ?

Dur... Un des problèmes majeurs est l'hétérogénéité du territoire et la grande diversité géographique et culturelle, qui font sembler encore plus irréaliste un projet indépendantiste occitan, et qui posent des problèmes d'organisation. Mais ce handicap peut être transformé en atout, dans la mesure où il nous oblige à réfléchir à des formes d'organisations radicalement nouvelles qui, même si elles le voulaient, ne pourraient pas être centralistes (exemple : il est presque impossible de trouver une capitale occitane). Ce débat doit être mené par l'ensemble des Occitans, y compris ceux du Val d'Arán et des vallées italiennes. Un autre problème considérable : les ravages de l'impérialisme français qui a, peut-être plus encore que dans les autres peuples minorés, quasiment réussi l'aliénation des habitant(e)s et qui a obtenu d'eux le renoncement de leur identité. Le premier travail à mener est donc l'occitanisation de la société. Dans ce sens, le développement des Calandretas (écoles bilingues) à quasiment toute l'Occitanie et l'ouverture du premier collège occitan à Montpellier sont des points positifs, mais c'est encore très peu. L'officialisation de la langue est une étape indispensable à sa survie. Cette revendication est donc le premier objectif de notre mouvement.

Amislets internacionalistas

Chemins d'Occitanie. Camins d'Occitània (Editions l'Harmattan)

Ce travail collectif est une évocation de l'aventure occitane en cette fin de siècle qui connaît une réalité socio-culturelle, économique et politique prodigieusement mutante.

Les auteurs de cet ouvrage témoignent d'une pensée et d'une action globales en rupture avec les idées politiques dominantes. Ils insistent sur l'auto-nomie d'un courant qui refuse les insuffisances et les impasses d'une société française et de sa classe politique figées dans une pensée pseudo-universaliste incapable de renouveler à ce jour l'idée républicaine. Citoyenneté à la française et assimilation illustrant ce mal d'un système bloqué qui ne peut et ne veut inventer une autre forme de démocratie. L'Occitanie dont la tradition culturelle, la langue, les révoltes populaires, les mouvements sociaux d'aujourd'hui expriment l'originalité - à l'opposé d'une tradition étatisée - a toute sa place dans une construction européenne prenant en compte les peuples et les régions, leurs langues et leurs cultures. Quelles que soient les voies de la construction européenne, l'Europe ne pourra - sous peine d'implosion - reproduire le modèle français.

En souscription jusqu'au 15 novembre 1997. 136 F + 24 F de port = 160 F pour un exemplaire (au lieu de 70 F prix public). Cheque à l'ordre de A.D.E.O. - CCP 4 854 13 P Toulouse.

Hymne «national» espagnol. Murrà cede aux Basques et aux Catalans.

Un projet d'un décret royal sort dans la presse le 9 octobre. Il déclenche une tempête politique. Le texte prévoit que l'hymne national espagnol «La marche de Grenade», instauré en 1942 par le général Franco, devra obligatoirement être joué dans une communauté autonome chaque fois que le roi ou une autre autorité de l'Etat assistera à un acte officiel. Les personnes présentes seront tenues de se lever, militaires et policiers devront effectuer le salut réglementaire.

Durant 48 h ce sera la levée de boucliers. Catalans et Basques, en particulier le lehendakari Ardanza, annoncent qu'ils n'approuveront pas le décret royal car c'est une provocation. «Eis segadors est notre hymne national», dit le leader catalan Duran Lléida, «quant à l'haï Anasagasti du PNV, il déclare que la visite du roi ou d'Aznar en Pays Basque «se fera un peu en faisant semblant, c'est-à-dire sans cérémonie et sans hymne». Le porte-parole du PNV Joseba Egibar rappelle que l'hymne espagnol que des générations antérieures ont été obligées d'entendre, fait partie de «l'histoire de notre humiliation». Nous sommes au bord de l'incident diplomatique, puisque Juan Carlos doit venir à Bilbao inaugurer le musée Guggenheim le 18 octobre. La Coalition canarienne se montre également fort critique. HB avertit que les notes de l'hymne national espagnol seront accueillies par «des sifflets et du chahut, car c'est le symbole de la répression».

Le 11 octobre, coup de théâtre, le conseil des ministres fait machine arrière : dans la nouvelle mouture du décret royal, le caractère obligatoire de l'hymne national est supprimé, les personnalités civiles ne seront pas tenus de se lever. Des nuances certes, mais qui, au niveau des symboles, donnent la mesure de la fragilité de l'unité espagnole.

D'après Emnata

Flandre/Bretagne - Histoire partagée.

Conférence avec Jean Kervehen, historien à l'Université de Bretagne Occidentale ; Jan Deloof, traducteur (Breton-Néerlandais) et Tugdual Galvez, enseignant de breton et de philosophie, ainsi que Robert Lombart, animateur d'«Europe 2002» et Jan Van Dieert, journaliste, critique de cinéma.

Dans le cadre du «Salon multilingue du livre jeunesse» (12 au 14 décembre au Chapeau Rouge) qui nous fait découvrir la Flandre, cette année.

Il y a plusieurs siècles, les bateaux bretons, aux cales pleines de vin et de sel, mettaient les voiles vers Bruges ou Anvers. Ils revenaient chargés de grains de lin, de chanvre, de fil de fer ou de harengs, ou encore d'ouvrages d'art, comme ce rebata qui, 500 ans plus tard, fait toujours la renommée de la chapelle de Kierdevoel (Egrevé Gabcric). Ainsi, de l'âge d'or des relations commerciales entre la Bretagne et la Flandre (14e-16e siècles) aux échanges culturels, universitaires et économiques contemporains, nous naviguons au gré des époques, de l'Atlantique à la Mer du Nord.

Samdi 13 décembre 1997, 15 h : conférence-débat. Dans les locaux de RBO, 12 rue de Falkirk, Kemper. Une collaboration Salon du livre - Tr'Ar Vro - RBO. Entrée libre.

Fin d'une légende corse.

La librairie de La Marga à Ajaccio va fermer ses portes. Fondée en juin 1977, cet espace culturel était effectivement en marge. La librairie ne fonctionnait pas exclusivement sur une démarche commerciale. Pour assurer son rôle de diffusion de la culture, elle avait contracté d'énormes dettes. Trop sûrement aux yeux des liquidateurs. Un grossiste local a donc fait saisir tout le stock des ouvrages exposés à la librairie dont la valeur s'élevait à 600 000 francs. Cela ne suffira pas pour tout rembourser, selon le libraire Jean-Jacques Colonna d'Istria. Pour lui, «les difficultés financières endémiques ont eu raison d'une démarche mal comprise». En oui, dans l'Etat français, c'est la démarche mercantile qui prévaut. (D'après «Le Monde des Livres» du 31 octobre)

Hasta siempre ?

Che Guevara... Hasta siempre ? Ou seulement jusqu'à ce que le juteux marché du révolutionnaire romantique s'épuise ? Car, à l'occasion du 30ème anniversaire de la mort de Che, on peut se poser de sérieuses questions.

Hommages et médiatisation sont à leur comble. Mais les 10ème et 20ème anniversaires de sa mort, par exemple, n'avaient pas été le théâtre d'un tel enthousiasme. Alors, pourquoi aujourd'hui, pourquoi autant ?

Parce que les restes d'un «quinteto haïco» ont été retrouvés en juillet dernier en Bolivie ? On peut en douter car la machine commerciale qui se déverse actuellement était en route depuis des mois. La machine est strictement productive et finalement, le Che se vend bien. En Amérique Latine comme en Europe, des tee-shirts, des agendas, des montres, des pins mais aussi des sacs utilisent l'image du Che. En Bolivie, on propose même aux hommes et femmes en mal d'aventure de participer un «Guevarator». Il s'agit de refaire l'itinéraire du révolutionnaire dans les Andes boliviennes. Les photos d'un tel «péripè» épatent sûrement les voisins à qui on présente une image quelque peu idéalisée de Che Guevara. On le décrit assés comme un révolutionnaire mais un révolutionnaire romantique. Car c'est là que réside l'intérêt pour les sociétés capitalistes. Elles profitent au maximum de l'image du bel Argentin mort pour ses idéaux.

Mais on ne parle que très peu de ses idéaux et avec frousille. Les conceptions révolutionnaires du rebelle latino-américain sont quasi absentes des divers hommages qui lui sont rendus. On réédite des photos mais aucun livre, aucun essai, article ou texte politique du Che. Faire connaître ses écrits représenterait-il un danger pour les sociétés néo-libérales ? Peut-être bien. D'autant plus que des hommes et des femmes continuent de se proclamer guevaristes. Des campagnes péruviennes à celle du Chiapas, mouvements Tupac Katari ou Zapatistes persistent.

Certes, ces mouvements connaissent de sérieuses difficultés. On les dit voués à l'échec, utopistes et d'un autre temps. Et pourtant, le relatif écho qui connaît inégalement les observateurs capitalistes. Car quelque part, la légitimité des revendications des guérillistes modernes menace l'ordre établi. Et tant mieux, non ?

«El Che», le film.

Il faut avouer que malgré tous les problèmes que posent la récupération et la médiatisation excessive de l'image du Che, le 30ème anniversaire de sa mort est l'occasion de découvertes inévitables. Sorti le 15 octobre dans les salles noires de l'Hexagone, «El Che», en est un exemple.

Hagiographique, «El Che» de Maurice Dugowson retrace assez fidèlement la vie du Che, de son périple à moto à travers l'Amérique latine, son rôle, à sa mort dans la montagne bolivienne. Critique à l'égard du régime castriste, le film n'hésite pas non plus à mentionner le côté intégriste et intrinsèque du Che, rappelant les tribunes de condamnations à mort ordonnées par le «quinteto» au lendemain de la révolution cubaine.

Bref, une œuvre cinématographique qui éclairera peut-être certains sur le révolutionnaire latino-américain et pas seulement sur son regard noir et son aspect photographique.

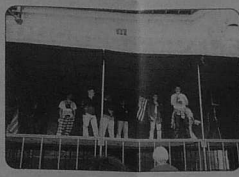


Emgann e Devezh an Etrebroadelouriezh, en Araya (Euskadi)

D'an 23 a viz Here eo bet lidet, evel kustum abaoe 1987, an etrebroadelouriezh gant ar strollad Askapena (ur strollad etrebroadelour en Euskadi an hini eo, tost eus an tu kleiz abertzale).

Ar bloaz-mañ eo oa bet gouestlet ar gouel d'ar Che, dre ma oa tregontvet deiz ha bloaz a varv, ha dreist-holl neuze d'ar c'henskoazell gant Kuba. Gwir eo e vez ankouet re alies ar «bokus» aozet gant ar 35 bloaz, peogwir ez eus bet dibabet un hent disheñvel gant pobl Kuba eus an hini a oa bet raktraset eviti gant an USA.

Pedet oa bet gant Askapena ur bochad a dud da lidañ ar c'henskoazell etre ar pobloù, en o zouez : Okitaniz eus



ar «courant révolutionnaire Occitan», Katalaniz eus «plataforma per la unitat d'actio», Galisianiz eus «assemblea da mocidade independentista». Bretoned eus

Emgann bro Naoned, Kubaniz, tud eus Brazil... E-pad ar prezegennoù distaget d'an devezh-se eo bet adlavaret gant an holl pegen abouez eo ar c'henskoazell etrebroadel evit an dieubidigezh vroadel ha sokial forzh pelec'h vefe dre ar bed, evit gellet leurel pled eus skiant prenet ar re all evit ma c'hellje pep pobl stourm evit ar gwir da vezañ dieub, da zibab he dazont ha da sevel ur gevredigezh sokialour.

Moarvat 'vo klasket gant stourmerion Emgann teurel pled eus al liammoù bet savet d'an devezh se evit eskemmoù ingaloc'h gant ar strolladoù rakvenneget.

Gael Roblin

I Muvrini : Na serrit ket an nor

Na serrit ket an nor
Kerzhel o deus e-pad pell.
Dont a reont eus hentioù
e-lec'h n'o deus bet a-viskoazh
ar wraez hag ar maeuzed
nemet ur c'homiz eus an oaled
evit kanañ ar boan, ar garantez hag al labour.

Tud a-ziwar bord ar mor hag an douar int.
Duhont, e-lec'h ma krog ar gomz gant ar c'han,
dihont, e-lec'h 'n istor ar re all en deus freget alies
ar pezh 'h war an ardoù
o lezel en o c'halon glac'harioù kozh.

Na serrit ket an nor

Dont a reont eus ur memor na vez ket komzet diwar e benn er skol.
Eus ar memorioù kontet hiriv gant ar vein nemetken.
Ar pezh a zo en o c'halon a zo merket war o dremm.
Ar gerioù evito, a zo gerioù ceun, o komz eus buhez, eus delizegezh,
pa gred tudoù all emañ kollet pep tra duhont
pa gred tudoù all emañ chomet a-sav pep tra e gwazhied o dazont.

Un deiz eo bet lavaret dezho ne oa ket o yezh unan wir,
ma veze pasur o douar,
asanelt o deus,
morse n'o deus kredet...

Na serrit ket an nor

En o douarn, evel ur jestr a garantez war-zu uveldet ar vuhez,
e tougant ur boked eus o douar,
da lavaret an holl vez, an holl gwiadù hag holl garantezioù o bro.
En o douarn ez eus ivez ur sklerjenn,
evit an hini a skled en o zi,
e-lec'h ma vevont
e traon ur menez bleuniet kaeriet a gurunnoù mein,
mogerioù bihan anezho, merket gant kammedoù al liorzhoùrien gentañ.

E-lec'h ma vevont,
e kreiz ar c'hériadennoù bihan a vein gris,
o c'hestell a zoug anvioù evel ma vefent barzhonegoù
E-quantu primo raggu si pesa nantu a u Monte Cintu, l'Alcudina o U
San Pedrone
Pa sav an ehol e Calasima
o huñvroù dezho a gomz eus anaozedezh, a vreuriegezh, a zenelezh.

G.F. Bernardini - Beres, d'ar 27 a viz genver 1996. (Gant doue G.F. Bernardini e-unan) - Breizh 1997 - Patrick Corlay

Pa 'z kont kuit eus ar c'hestell-se,
seul pelloc'h ez eont, seul muioc'h e teu o c'halon en-dro.

Met, ar pezh a liamm anezho ouzh o douar,
n'eo ket kontrol d'ar pezh a liamm anezho ouzh an dud all,
ouzh an holl dud, ouzh an holl bobla.

N'int ket disheñvel nemetken
met ken heñvel an eil ouzh egile, ken denel, kreñv ha gwan war-un-dro.

Na serrit ket an nor
Gwerzhioù 'zo e vez noz war o hent ; o c'hleuzeur a gren,
degouezhout a ra dezho kouezhañ
ha duhont, pa gouezh un den,
pa va un ene d'en em goll,
pa vez kollet ur galon,
reoù all a zeu, gantañ donn-ha-donn,
an oabl a chom mut :
lavaret a reer en em serr an dorioù.

O emsavadez eo an didrouz,
o nannfeulster dezho eo, o garm,
o harzoù, o nac'h eus an dierzhder.

Duhont, e vez distaget ar ger karannez gant evezh nemetken,
koulskoude emañ pep lec'h en aer.

Soñjal a ra dezho ez eus gerioù a vez klevet muioc'h
ma vevont distaget nebeut.

Na serrit ket an nor
Fenez,
en-dro d'an tan a domm kejadenn pep hini gantañ e-unan,
ha kejadenn a eil gant egile.

Emañ o klask un tan a levenez,
dibenn ur boan.
Klask a reont a-gevret,
ar ger,
ar jestr,
a c'hellef lakaat ar menez da skirjañ
evel ur respont d'an holl drubarderezhioù,
evel ur respont bras d'an ankounac'h.

«Karr-tan ma zad»
pladenn nevez Keit Vimp Ber.

Bez emamp o padouez embann ur bladenn nevez «KARR-TAN MA ZAD» gant kenlabour skol Diwan Brest, hag hon eus ar bijadur da gas deoc'h, amañ-gevret, ur skouerenn outo.

Evel m'ho po da werzout hoc'h unañ, ne vez kavet warni nemet mouszhioù bugale o kanañ tonioù nevez fiann.

Hervel eo ar bladenn-mañ ouzh ar re all, bel graet a-rak, ar bloavezhioù tremenet : NOE (1985), UR MAR-MOUZ Bihan (1986).

- an holl vugale a vez klevet o kanañ,
- a bep seurt a zo, kanaouennoù berr pe hiroc'h kanet evit bugale ha gant holl vugale, forzh peseurt oad e vefent, deus ar re vihan ar skol-vamm d'ar re vas ar CMZ.

- Disheñvel eo ar bladenn ardi, a meur a zezeg,
- liessael eo bet an aozad. Savet eo bet ar c'hanaouennoù gant un toulladig tud : Marvon Berr, Jakez ar Borgen, Kristina Jegou, Jean-Yves Mer, Yvonne Ollivier, Yann-Fañch Jacq.

- labouret eo bet muioc'h war ar pouez-mouezh evit lakaat an pozou da glotañ gant ar son.
Kavet e vez da werzhad ardiak bremañ en ur skirjañ da : Keit Vimp Ber Kevrenn 29520 Laz. Phez gwerzh : CD 120 tur kuit a vobuz kas, Kasadeg 95 Lur.
Anne-Marie ANGLADE - K.V.B.

Sonerezh hengounel Rusia

«Eus ar mor Baltel... betek ar mor Kreizdouarel...» gant
François Heim (Boest an diaoul) ha Alexei Birukov (tselalika)
Sal Paul Fort, stread Basse Porte, Talensac, Naoned.
d'ar mercher 10 a viz kerzu 97 da 20e30
An arc'hant dastumet a yelo d'ar c'hevredad «Nultron Sainte Sangue» evit ar vugale arvatag e Afrika ar C'hristeiz.

Stage intensif
langue bretonne tous niveaux.

Samed 29 et dimanche 30 novembre 1997

L'association Skol an Emsav (centre d'enseignement du breton pour adultes) et le centre Pierre Roy organisent fin novembre un stage intensif de langue bretonne, 14 heures de cours réparés du samedi 29 novembre à 14h au dimanche 30 novembre à 18h au centre culturel TI Kendalc'h à St Vincent sur Oust près de Redon (10 kms).

Le stage est ouvert aux adultes tous niveaux : tout débutant au niveau licence de breton. Il est proposé aux stagiaires 5 cours différents pris en charge par 2 professeurs par groupe. Ces cours sont dispensés par des professeurs licenciés en Breton.
Inscription : à Skol an Emsav, 8 rue Hoche, 35000 Rennes, 02 99 38 75 83.

Quant reverrons-nous l'hirondelle ?

Suite à plusieurs discussions, réunions, rencontres à propos de la langue bretonne, je tenais à faire part de certains courants de pensées à nos lecteurs, ainsi que mes réactions à leurs regards. Ces lignes trouveront peut-être une place au sein du courrier des lecteurs, Merci d'avance.

J'ai appris avec terreur les doutes de certains (trop) jeunes instituteurs bilingues concernant la vitalité et la nécessité des cours mis en place. Il est vrai que beaucoup se sentent découragés par d'incessants combats à l'encontre d'une administration corrompue, des parents manipulés par ces mêmes personnes, des doutes sur la longévité de leurs postes.

J'ai aussi appris l'existence de classification chez les bretonnants : les anciens (comprenez les vieux), les immigrants de naissance (les jeunes), les Diwan's (et leur accord) et enfin les néo-bretonnants (accés tardif à la langue grâce à un entourage peu ou pas scolaire).

Après la politique, les conflits de paroissemes ancestraux (Léonards, Capistes, Bigoudens, Glazik...) devons-nous tolérer ce nouveau racisme linguistique ? Quant aux instituteurs n'est-ce pas faire le jeu de la France que de donner des classes bilingues à des jeunes, licenciés peut-être, mais sans formation pédagogique, ni expérience dans un, ou, d'un cadre scolaire pour le moins hostile.

Tous les chemins mènent à Kemper, tous mènent aussi au breton. Si nous devons dénigrer ou affaiblir par quelque manière que ce soit l'apprentissage de notre langue, nous perdrons sans nul doute le dernier véritable lien qui nous rassemble.

Quant reverrons-nous l'hirondelle ? Quand reverrons-nous enfin l'unité bretonne ? Le pire ennemi de notre langue sera-t-il le breton ? Kaoc'h !

E.R (Pont n'Abad)

Glenmor. An distro.

An Distro Le Retour : «Et voici bien ma terre, la vallée de mes amours...» L'un des joyaux du collier de chansons qu'il nous a dignement pendant plus de trente ans. Ces trésors-là ne pouvaient tomber dans l'oubli, dans les archives poussiéreuses des producteurs : ils appartiennent d'abord à leur créateur, mais aussi à notre mémoire collective.

C'est pour cela que ses amis se sont rassemblés pour promouvoir et rééditer son œuvre. Dans un premier temps nous rééditons l'intégrale de ses chansons en compact-disque et le livret des textes. Nous faisons aussi paraître des écrits inédits touchant à différents genres littéraires : romans, essais, nouvelles.

Nous savons pouvoir compter sur votre appui et votre participation et nous attendons vos courtes et suggestions Association : Glenmor - An Distro, c/o Fañch Bernard, 6, rue Traverse de la Rive, 29800 Landerneau, Cotisation minimale : 100 F

Piv, gwelloc'h eget Glenmor, en deus karef ha kanet a-had tregont vloaz, hon douar, hon bro, gant he breventez hag he stourmoù, ha lakaet da chennel e kalouñv Breizh ar garantez-vo ? N'hall ket an heñvelour-mañ ankouezet, miret e salioù poullereunet un-li-ambann parizian : d'ar barzh e-unan int da gentañ, hogen deomp-n'oll ivez, en hor hengounoù.

Setu perak, hag eñ bev, oa en emgavet e vignoned en dro dezhañ da lakaat war wel e oberenn hag embann ar peb nevezet gantañ : douar roman a zo deuet m'iz ha div vevout, peder lidenn argant enno ivez.

Dercheñ a rmp pennek da adambañ e bladennnoù e skouid diembann.



ADKOMANANT - KOMANANT • Réabonnement - Abonnement
150 L ar bloaz (evit Breizh hag ar broioù s'ujet d'ar stad c'hall) 170 L e lec'h all - Skoazell - 200 L da vihan
Anv/Nom
Raganv/Prénom
Chomlec'h/Adresse
Ma gas da/A envoyer à : EMGANN, BP 71 - 22202 GWENGAMP CEDEX
Notre fax : 02 96 44 09 24
Emgann/Combat breton n° 144 19

Après l'Assemblée Générale d'Emgann à Ploemeur



L'Assemblée Générale d'EMGANN qui s'est tenue les 8 et 9 novembre à Ploemeur a donné lieu à une restructuration du mouvement afin de prendre en compte la croissance du nombre des adhérents et de répondre au mieux à l'attente des militant(e)s qui se réclament à la fois du socialisme et du nationalisme breton de libération.

La COORDINATION NATIONALE se réunit mensuellement par roulement sur l'ensemble du territoire breton. Elle se compose des délégués de chaque COMITE LOCAL. Son rôle est d'appliquer les orientations prises par l'ASSEMBLEE GENERALE du mouvement.

Le BUREAU NATIONAL se compose du PORTE-PAROLE du mouvement et des 6 SECRETAIRES NATIONAUX. C'est un organisme technique chargé du suivi des décisions prises en Coordination Nationale et d'un bureau politique restreint.

Les COMMISSIONS NATIONALES réunissent des militants engagés dans des domaines précis, sous la responsabilité d'un DELEGUE.

Ont été élus aux postes de porte-parole et de secrétaire nationaux :

- Porte-parole : Denez Riou (Kaodan), adjoints : Gael Roblin (Naoned), Herve Ar Beg (Gwengamp).
- Secrétaire à la presse : Herve Ar Beg (Gwengamp)
- Secrétaire aux finances : Jan Mai Salomon (Louergad)
- Secrétaire aux affaires internationales : Eric Bainvel (Naoned)
- Secrétaire à la communication : Herve Le Gall (Montroulez).
- Secrétaire aux affaires sociales : Gerard Bernard (An Oriant)
- Secrétaire aux affaires intérieures : Kristian Georgeault (Felger).

ELECTIONS CANTONALES 1998.

Le mouvement annonce des candidatures dans plusieurs cantons des 5 départements bretons.

ELECTIONS REGIONALES.

EMGANN annoncera sous peu sa position quant à la présentation de listes aux élections régionales.

Quelle que soit sa décision, EMGANN participera comme prévu au débat politique en mettant en avant le thème de l'INDEPENDANCE comme seule alternative réaliste à la situation actuelle du peuple breton victime de la domination politique française, du néo-libéralisme productiviste, des injustices sociales et de la négation culturelle par l'état français.

EMGANN

Jacques Chirac à Hanoï au sommet de la francophonie (voir couverture)

«Chaque langue est porteuse d'une réflexion et d'une culture, il ne s'agit pas de faire des combats, il s'agit de faire en sorte, surtout avec les moyens modernes de communications : les réseaux etc., de faire en sorte que la richesse culturelle du monde ne soit pas appauvrie.

Voilà pourquoi il ne s'agit pas pour nous de faire contre-

poids à l'anglais, mais de faire en sorte que le français se développe aussi parce que c'est une culture, je souhaite la même chose pour beaucoup d'autres langues... Pour toutes les langues».

Message de Jacques Chirac au Vietnam .

Votre combat est le nôtre ? Rejoignez EMGANN !

GOULENN EMEZELAN / DEMANDE D'ADHESION

Vous voulez participer à la lutte du peuple breton, adhérez à EMGANN !
Fellout a ra deoc'h kemer perzh e stourm hor pobl, deuit e-barzh EMGANN !

Anv / Nom Micher / Métier Age / Oad

Chomlec'h / Adresse Tél / Pellg

A remplir à votre convenance / Respontit diouzh ho c'hoant
Da gas da / A envoyer à : EMGANN - BP 71 - 22202 Gwengamp Cedex